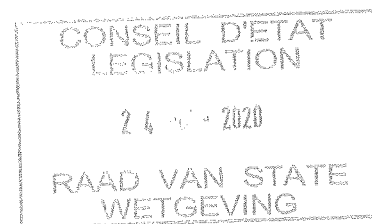


**Avant-projet de décret portant assentiment aux amendements au protocole d'Aarhus
relatif aux métaux lourds, faits à Genève le 13 décembre 2012.**



Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de l'Environnement sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Les amendements au protocole d'Aarhus relatif aux métaux lourds, faits à Genève le 13 décembre 2012, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 2. Sous réserve du troisième alinéa, les amendements aux annexes II, III, IV, V et VII du protocole d'Aarhus, qui seront adoptés en application de l'article 13, paragraphe 4 ou 5 ter du protocole d'Aarhus, sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement notifie au Parlement toute proposition d'amendement aux annexes II, III, IV, V et VII du protocole d'Aarhus, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission les a communiqués aux Parties.

Dans un délai de deux mois suivant la notification visée à l'alinéa 2, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement d'annexe, tel que visé aux alinéas 1^{er} et 2, sorte son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,

Céline TELLIER

**Avant-projet de décret portant assentiment aux amendements au protocole d'Aarhus
relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève le 18 décembre 2009**

I. EXPOSÉ DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

1. Le contexte

Les problèmes de pollution atmosphérique transfrontière ont mené en 1979, au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, à la conclusion de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (dite « Convention LRTAP » pour Long-Range Transboundary Air Pollution). Celle-ci a été conclue à Genève le 13 novembre 1979 et approuvée par la Belgique par la loi du 9 juillet 1982. La Convention est entrée en vigueur le 16 mars 1983.

La Convention LRTAP offre un cadre dans lequel la collaboration internationale en vue de la lutte contre la pollution atmosphérique, qui menace à la fois l'environnement et la santé publique, peut être organisée.

Les 51 Etats actuellement liés à cette Convention se sont engagés à définir une politique et une stratégie afin de réduire les émissions de polluants à l'origine de la pollution atmosphérique transfrontière et de participer également à un programme de surveillance et d'évaluation du transport des émissions à longue distance (EMEP).

Les activités des Organes de la Convention ont depuis lors mené à huit protocoles, qui tous ont été ratifiés par la Belgique et sont entrés en vigueur :

- le protocole de Genève de 1984 sur le financement à long terme du programme conjoint pour la surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP);
- le protocole d'Helsinki de 1985 relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30%;
- le protocole de Sofia de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières;
- le protocole de Genève de 1991 relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières;
- le protocole d'Oslo de 1994 relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre ;
- le protocole d'Aarhus de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (POP) ;
- le protocole d'Aarhus de 1998 relatif aux métaux lourds;
- le protocole de Göteborg de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique.

Le protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants visé ci-dessus est entré en vigueur le 23 octobre 2003. A l'heure actuelle, il a été ratifié par 33 Parties, dont l'Union européenne et la Belgique.

Le protocole d'Aarhus est un accord juridiquement contraignant, considéré comme un traité mixte : il concerne à la fois l'Autorité fédérale et les trois Régions. Le caractère mixte du protocole a été reconnu au sein du groupe de travail des traités mixtes du 13 mai 1998.

En vertu de l'article 167, §§ 3 et 4, de la Constitution, le Parlement wallon a donné son assentiment au protocole d'Aarhus par un décret du Conseil régional wallon du 4 décembre 2003. Il a été ratifié par la Belgique le 25 mai 2006.

Le protocole a été révisé en décembre 2009. Le caractère mixte de la révision du protocole a été reconnu le 13 mars 2013.

Le présent exposé des motifs porte sur l'assentiment de la Wallonie à la modification du protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants.

Les modifications du protocole ne sont pas encore en vigueur¹. Elles entreront en vigueur, pour les Parties qui les ont acceptées, 90 jours après que deux tiers des Parties au protocole auront déposé leur instrument d'acceptation. A ce jour, 19 Parties et 17 Parties, dont dans les 2 cas l'Union européenne en 2016², ont déposé leur instrument d'acceptation respectivement pour les décisions 2009/1 et 2009/2.

2. Le protocole d'Aarhus de 1998 : contenu et objectifs

Les polluants organiques persistants (POP) sont des substances chimiques particulièrement dangereuses – pesticides, fongicides, substances chimiques industrielles, sous-produits de processus industriels ou contaminants - qui contaminent aussi bien l'eau et les sols que l'air, et posent des menaces à la santé et à l'environnement. La réduction de la concentration de ces polluants fait l'objet de diverses dispositions internationales, notamment dans le cadre des Conventions d'Oslo et de Paris (OSPARCOM) pour la protection de la Mer du Nord contre la pollution d'origine tellurique. Ces objectifs ont motivé la prise de mesures internationales pour limiter la dispersion de ces polluants dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique à longue distance.

Le protocole a pour objet de lutter contre les rejets, les émissions et les fuites de polluants organiques persistants, de les réduire ou d'y mettre fin.

Le protocole initial vise 16 substances sélectionnées sur la base de critères de risque reconnus et les soumet à des régimes différents en fonction de leur nature, de leur utilité, ou de leur mode de production (obligations fondamentales: article 3), à savoir :

- interdiction de production et d'utilisation des produits pesticides, herbicides, fongicides cités à l'annexe I : aldrine, chlordane, chlordécone, dieldrine, endrine, hexabromobiphényle, mirex et toxaphène, sans délais ni conditions.
- interdiction de production et d'utilisation de substances selon certains délais et conditions (annexes I et II) : DDT, heptachlore, hexachlorobenzène, PCB, lindane (HCH)
- mesures de gestion écologiquement rationnelle des stocks de substances interdites. En tant que déchets, les stocks sont notamment soumis à la Convention ONU de Bâle sur les transferts transfrontaliers de déchets dangereux ainsi qu'aux législations en matière de gestion et de transfert de déchets de l'Union européenne.
- réduction des émissions annuelles totales, par rapport à l'année 1990, des émissions de sous-produits d'opération de combustion (produits non intentionnellement) listés à l'annexe III : dioxines, furannes, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et hexachlorobenzène (HCB), par l'application, notamment, de valeurs limites d'émission contraignantes aux sources fixes (annexe IV) et mobiles (annexe VII) et de MTD sur la

¹ A l'exception des modifications des annexes V et VII qui sont entrées en vigueur en 2010.

² Décision (UE)2016/769 du Conseil du 21 avril 2016 portant acceptation des amendements au protocole de 1998 à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique à longue distance relatif aux polluants organiques persistants.

base de l'annexe V indicative. En fait, les valeurs limites sur les sources fixes n'ont concerné que les émissions de dioxines en provenance des incinérateurs.

- obligation de dresser et de tenir à jour des inventaires annuels des émissions de dioxines, furannes, PAH et HCB et de la production et vente des autres substances (pesticides...)

3. La modification du protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants.

Le 18 décembre 2009, les Parties au protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (POP) présentes à la vingt-septième session de l'Organe exécutif de la Convention ont adopté quatre décisions visant à modifier comme suit le protocole :

- Décision 2009/1 concernant la modification du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII du protocole. Cette décision couvre les amendements aux articles 1^{er}, 3, 13, 14 et 16 du protocole ; En application de l'article 14, §3, du protocole, ces modifications doivent être ratifiées par les 2/3 des Parties ;
- Décision 2009/2 concernant l'inscription des paraffines chlorées à chaîne courte et des naphthalènes polychlorés aux annexes I et II du protocole ; En application de l'article 14, §3, du protocole, ces modifications doivent être ratifiées par les 2/3 des Parties ;
- Décision 2009/3 concernant la modification des annexes V et VII du protocole; En application de l'article 14, § 4, du protocole, ces modifications sont entrées en vigueur automatiquement à l'égard des Parties qui n'ont pas émis d'objection dans les 90 jours après la notification au Dépositaire ;
- Décision 2009/4 concernant le document d'orientation sur les meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de polluants organiques persistants. L'adoption du document d'orientation est entrée immédiatement en vigueur.

Les amendements du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII du protocole permettront de couvrir dorénavant 23 substances. Ils visent notamment à :

- Interdire la production et l'utilisation de nouvelles substances listées à l'annexe I : hexachlorobutadiène, hexachlorocyclohexane (HCH) y compris le lindane (mais qui bénéficie d'une exception pour l'utilisation), hexabromodiphényléther et heptabromodiphényléther (exception pour l'utilisation), tétrabromodiphényléther et pentabromodiphényléther (exception pour l'utilisation), pentachlorobenzène, sulfonate de perfluorooctane (PFOS) (exceptions pour la production et l'utilisation), polychlorobiphényle (PCB) (délais pour l'élimination des PCB en usage), naphthalènes polychlorés (PCN) et les paraffines chlorées à chaîne courte (SCCP) (exceptions pour la production et l'utilisation) et interdire désormais sans condition la production et l'utilisation du DDT ;
- Restreindre l'utilisation de substances spécifiques listées à l'annexe II : des dispositions sont intégrées pour les PFOS et les SCCP. Par contre, certaines dispositions relatives à des substances qui sont désormais inscrites dans l'annexe I ont été supprimées : DDT, HCH et PCB ;
- Étendre la liste des substances dont le niveau d'émissions doit être limité par rapport à une année de référence : ajout des polychlorobiphényles (PCB). Pour toutes les substances, à l'exception des PCB, l'année de référence est 1990. Pour les PCB, les Parties disposaient du choix entre 1995 et 2010. La Belgique a choisi 2005 comme année de référence par une décision de la CIE du 6 juillet 2016;

- Apporter des précisions en matière de dioxines et furannes quant au respect des valeurs limites et du calcul des émissions en équivalents de toxicité ;
- Introduire des flexibilités en matière de calendrier pour l'application des Meilleures techniques disponibles (MTD) et des valeurs limites, facilitant l'accession de nouvelles Parties, notamment les pays EECCA (pays de l'Europe Orientale, de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie Centrale), prenant notamment en considération les difficultés économiques et techniques de ces économies en transition ;
- Préciser et compléter la liste des catégories de grandes sources fixes.

L'amendement à l'annexe V (décision 2009/3) vise à introduire un document d'orientation qui donne une description plus complète des MTD ainsi que des conseils les concernant.

L'annexe VII qui visait les émissions de POP provenant de sources mobiles est supprimée.

4. Bref état des lieux

Les POP ne sont pas seulement toxiques : contrairement à d'autres polluants, ils résistent à la dégradation naturelle en raison de leur structure chimique, persistent dans l'environnement durant des dizaines d'années et s'accumulent dans les corps des êtres humains et des animaux (bioaccumulation dans les tissus graisseux). Par la chaîne alimentaire et par l'environnement pollué, y compris par l'air intérieur, les concentrations de POP s'accumulent chez les animaux (bioamplification) jusqu'à des concentrations extrêmement élevées chez les prédateurs d'ordre supérieur même si les taux de POP dans leur milieu naturel (comme l'eau de mer) sont assez faibles. La charge chimique, accumulée tout au long d'une vie, est transmise par l'œuf pour les oiseaux ou le placenta et le lait maternel pour les mammifères. Les fœtus et les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables à des effets endocriniens, des problèmes de reproduction, d'immunité, de comportement neurologique, de développement et de cancer. Les POP sont transportés à longue distance, y compris jusqu'à l'Arctique où ils menacent les écosystèmes sensibles et les populations indigènes qui n'ont aucune responsabilité dans leurs émissions. Le phénomène de bioamplification dans l'océan Arctique peut conduire à une amplification d'un facteur de un milliard entre l'eau et les prédateurs d'ordre supérieur tels que les ours polaires ou les populations consommant des produits marins. Il est acquis que les populations se nourrissant fréquemment de poissons contaminés s'exposent à des effets irréversibles sur la santé. Dans la région des grands lacs en Amérique du Nord la présence des POP a été corrélée avec des retards scolaires au niveau des populations locales.

La capacité de la plupart des POP à demeurer dans l'atmosphère diminue lorsque celle-ci se refroidit: il se produit alors une condensation des POP qui retombent à la surface de la terre. Ils peuvent donc pénétrer puis ressortir à plusieurs reprises de l'atmosphère, selon un phénomène cyclique appelé "l'effet sauterelle".

La Belgique ne produit plus et n'utilise plus depuis longtemps les substances énumérées aux annexes I et II. Les PCB, qui sont source de dioxines, et les appareils qui en contiennent, sont progressivement éliminés selon les règles applicables aux déchets dangereux et en respect du Plan wallon des déchets.

Grâce aux législations européennes sur les grandes sources stationnaires (incinération et co-incinération, sidérurgie, installations de combustion, préservation du bois...), les émissions de POP visés à l'annexe III (émissions non intentionnelles mais qui sont des sous-produits de la combustion industrielle ou non : HAP, dioxines, HCB et PCB) ont considérablement décru

ces deux dernières décennies. Ces POP sont appelés en anglais « UPOPs » pour « Unintentionally released POPs ».

Selon l'évaluation de l'Agence européenne pour l'environnement³ et le Rapport scientifique d'évaluation de la qualité de l'air dans la région UNECE établi en 2016 dans le cadre de la Convention LRTAP⁴, des réductions significatives d'émissions de UPOPs (POP de l'annexe III, sous-produits de la combustion industrielle) ont eu lieu de 1990 à 2000 sur le continent européen. Les HAP ont décliné de 40 % au niveau européen et près de 85 % pour les PCB et HCB.

La réduction a été rapide entre 1990 et 2000 mais depuis cette date le déclin est moins important. Au niveau européen, les émissions de HAP sont même à nouveau en augmentation à cause de l'utilisation croissante de la biomasse dans les installations de chauffage domestique et de certaines activités industrielles. Les HAP présents dans l'atmosphère sont d'ailleurs essentiellement d'origine anthropique (chauffage, transports, incinération, raffinage, fonderies...). Ils sont formés, pour plus de 95 % d'entre eux, lors de la combustion d'hydrocarbures fossiles ou de biomasse.

Selon les inventaires, en Wallonie,

- les émissions de dioxine ont diminué de 66 % entre 2005 et 2017 (92 % entre 1990 et 2017), grâce à la modernisation des incinérateurs de déchets et à l'introduction de normes d'émissions de dioxines pour ces installations ainsi qu'aux progrès dans les secteurs industriels par l'amélioration du traitement des fumées. La fermeture de certaines installations fortement émettrices (notamment en sidérurgie) a également eu un impact considérable.
- Les émissions de HAP ont diminué de 65 % entre 2005 et 2017 (88 % entre 1990 et 2017) grâce essentiellement à la fermeture des cokeries, des entreprises de sidérurgie, le dépoussiérage des halls de haut-fourneaux et la diminution de l'utilisation du charbon ; l'asphaltage des routes, l'utilisation de solvants et le chauffage résidentiel restent des sources importantes ;
- Pour la même période 2005 - 2017, les émissions de HCB ont décliné de 87 % (89 % entre 1990 et 2017) ;
- Les émissions de PCB ont le plus décliné, présentant des performances de - 96 % entre 2005 et 2017 (98 % entre 1990 et 2017) suite à l'interdiction de l'utilisation des PCB au niveau européen.

De manière générale, le transport transfrontière de ces polluants est important au sein de la zone EMEP et en provenance de pays hors de la zone EMEP (Chine, Russie, Afrique, Inde) et influence les concentrations locales. Donc même si les émissions ont fortement diminué dans notre pays, il est important pour la Belgique, et à fortiori pour la Wallonie, que ce protocole soit ratifié et mis en œuvre par le plus grand nombre de Parties de la zone EMEP, et principalement les pays EECCA, mais aussi qu'il suscite des politiques de réduction dans l'ensemble de l'hémisphère nord.

5. Lien avec la politique internationale

Vu le caractère transfrontière de ces substances, leur utilisation universelle et leur impact toxique mondial, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a adopté en

³ EEA Report - N° 10/2019 - Air quality in Europe – 2019 report.

⁴ UNECE - Towards Cleaner Air – Scientific Assessment report 2016.

2001 la Convention mondiale de Stockholm sur les polluants organiques persistants, pour combattre ce fléau dans le monde, sur le modèle et sur la base des substances et connaissances développées par ce protocole LRTAP. Elle est en vigueur depuis le 17 mai 2004 et a été ratifiée par la Belgique le 25 mai 2006.

6. Lien avec la politique de l'Union européenne

Les dispositions européennes suivantes ont contribué à transposer le protocole de 1998 dans le droit de l'Union et contribuent à transposer et mettre en œuvre au niveau européen le protocole amendé :

- la directive 2004/107 du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant. Elle impose notamment une valeur cible pour la concentration de HAP dans l'air ambiant (1 ng/m³), établit des méthodes et des critères communs pour évaluer les concentrations dans l'air ambiant et favorise la mise à la disposition d'informations au public;
- la directive 2008/50 du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, qui établit un cadre pour l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;
- la directive 2010/75 relative aux émissions industrielles (remplaçant la directive IPPC) qui cible de manière intégrée l'impact environnemental que peuvent engendrer les activités industrielles, en visant notamment les rejets de substances dans l'air. Elle définit les règles pour l'octroi des permis aux exploitations industrielles et impose l'application des Meilleures Technologies Disponibles, la surveillance des rejets et la diffusion de l'information au public. Cette directive couvre notamment les émissions de dioxines.
- le règlement 2019/1021 du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants met en œuvre tant le protocole POP que la Convention de Stockholm. Ce nouveau règlement remplace le règlement 850/2004 qui avait été modifié plusieurs fois, notamment à la suite de l'amendement de 2009 du protocole.
- la directive 96/59 du 16 septembre 1996 vise l'élimination des PCB. Ceux-ci sont aussi couverts par le règlement 2019/1021 mentionné ci-dessus.
- l'Union européenne a également finalisé sa procédure de ratification du protocole amendé par la décision 2016/769 du 21 avril 2016.

7. Lien avec la politique de la Belgique

Le protocole est mixte. Les interdictions ou restrictions de mise sur le marché ressortissent des compétences fédérales et sont déjà mises en œuvre par la législation fédérale. La plupart des substances visées aux annexes I et II étaient déjà interdites ou à usage restreint en Belgique au moment de l'adoption du protocole et de son amendement.

8. Lien avec la politique de la Wallonie

La compétence régionale sur ce dossier porte essentiellement sur l'annexe III du protocole, à savoir la réduction des émissions des UPOPs (sous-produit de combustion industrielle) et les valeurs limites d'émissions sur ces substances.

La mise en œuvre régionale des amendements au protocole s'inscrit dans la législation existante wallonne, transposant les directives précitées, essentiellement :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant ;

- le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ainsi que certains arrêtés d'exécution tel que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2012 fixant des conditions sectorielles pour les installations d'incinération et de co-incinération, fixant une VLE de 0.1 ng/Nm3 de dioxine ;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des PCB/PCT, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017.

9. Les décisions modifiant et mettant en œuvre le protocole

Comme précisé au point 3, quatre décisions amendant le protocole et ses annexes ont été adoptées le 18 décembre 2009 :

9.1 La décision 2009/1

La décision 2009/1 se compose de trois articles:

- l'article 1^{er} développe les amendements au texte et aux annexes I, II, III, IV, VI et VIII du protocole ;
- l'article 2 précise qu'une Partie ne peut accepter les amendements que si elle a déjà adhéré au protocole ou y adhère simultanément ;
- l'article 3 précise que les amendements entrent en vigueur le 90^e jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé l'instrument d'acceptation aux amendements au protocole.

La décision 2009/1 doit être ratifiée par les Parties. Les amendements apportés aux articles et annexes au protocole par cette décision 2009/1 sont détaillés ci-dessous au point 10.

9.2 La décision 2009/2

La décision 2009/2 se compose de trois articles:

- l'article 1^{er} modifie les annexes I et II du protocole en y inscrivant les paraffines chlorées à chaîne courte et les naphthalènes polychlorés.
- l'article 2 précise qu'une Partie ne peut accepter les amendements que si elle a déjà adhéré au protocole ou y adhère simultanément ;
- l'article 3 précise que l'amendement entre en vigueur le 90^e jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé l'instrument d'acceptation aux amendements au protocole.

9.3 La décision 2009/3

La décision 2009/3 comprend 2 articles :

- l'article 1^{er} modifie les paragraphes 1, 4 et 5 de l'annexe V et supprime l'annexe VII du protocole ;

- l'article 2 spécifie que l'amendement prend effet 90 jours après sa communication aux Parties, à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification stipulant qu'elle n'est pas en mesure d'approuver l'amendement⁵.

9.4 La décision 2009/4

La décision 2009/4 comprend deux paragraphes par lesquels le document d'orientation sur les « Meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de polluants organiques persistants provenant de grandes sources fixes » est adopté.

10. Commentaire des amendements apportés aux articles et annexes du protocole et implications pour la Wallonie

Pour la bonne compréhension du protocole, l'ensemble des articles et des annexes sont détaillés. Il est chaque fois indiqué s'il s'agit d'une disposition amendée ou non.

L'article 1^{er} rassemble les définitions.

A l'article 1^{er}, § 12, la définition de « source fixe nouvelle » est amendée : une source fixe est nouvelle si l'on commence sa construction ou modification substantielle deux ans après l'entrée en vigueur du protocole ou d'un amendement introduisant de nouvelles valeurs limites.

L'article 2 décrit les objectifs du protocole.

L'objectif est de lutter contre les rejets, les émissions et les fuites de polluants organiques persistants et de les réduire ou d'y mettre fin.

Il n'a pas fait l'objet d'amendement.

L'article 3 comprend les obligations fondamentales et constitue donc le cœur du protocole.

Chaque Partie doit :

- mettre fin à la production et à l'utilisation des substances énumérées à l'annexe 1, conformément au régime d'application qui y est spécifié et éliminer les stocks de ces substances ou les produits qui contiennent ces substances, le cas échéant, de manière écologiquement rationnelle et en application des législations sur la gestion des déchets, y compris en matière de transport transfrontière des déchets⁶;
- limiter l'usage des substances énumérées à l'annexe II aux utilisations décrites dans cette annexe ;
- réduire les émissions annuelles totales des substances énumérées à l'annexe III par rapport au niveau des émissions d'une année de référence à choisir par chaque Partie ;
- respecter une série d'obligations, dans des délais fixés à l'annexe VI, telles que :
 - l'application de meilleures techniques disponibles pour les sources fixes nouvelles ou existantes en prenant en considération l'annexe V et le document d'orientation adopté par les Parties lors de l'Organe exécutif de la Convention, au lieu de la seule annexe V dans le protocole initial ;

⁵ En application de l'article 14, paragraphes 4 et 5 du protocole de 1998.

⁶ Conformément aux définitions de ces notions telles que données par la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination.

- l'application de valeurs limites pour chaque source fixe nouvelle ou existante telles que spécifiées à l'annexe IV, en prenant l'annexe V en considération (MTD) ;
- Des stratégies de réduction différentes peuvent être appliquées si elles aboutissent à des réductions d'émissions équivalentes.

Les principales modifications concernent l'introduction du document d'orientation définissant les meilleures techniques disponibles comme référence plutôt que la seule annexe V dans le protocole initial.

L'article 3, § 5, b, v imposant des mesures pour lutter contre les émissions des sources mobiles est supprimé, ainsi que l'annexe VII qui recommandait des mesures sur les sources mobiles.

Pour les installations de combustion domestiques, il y a lieu de considérer globalement toutes les sources fixes pour l'imposition des MTD.

Si, après application des MTD et des VLE imposées par ce protocole, une Partie n'arrive pas à réduire ses émissions, elle est exemptée de cette obligation de réduction.

Les Parties doivent élaborer des inventaires d'émission des substances de l'annexe III selon les directives de l'EMEP, adoptées par l'Organe exécutif de la Convention, et fournir si possible des données concernant la production et la vente des substances des annexes I et II.

L'article 4 prévoit certaines dérogations aux obligations précitées, dans des conditions bien précises :

- pour des recherches en laboratoire ou lorsque la substance est utilisée comme étalon de référence, sous diverses conditions ;
- en situation d'urgence, pour protéger la santé publique, s'il n'y a pas d'autre moyen approprié et sous condition ;
- pour une application mineure jugée essentielle par une Partie, pour une durée maximale de 5 ans, sous conditions ;
- toute Partie qui accorde une dérogation doit fournir dans les 90 jours des informations sur ladite dérogation au Secrétariat de la Convention, qui en informe les autres Parties.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 5 organise un échange d'informations et de technologies ainsi que la coopération, tant dans le secteur privé que public, afin de réduire les émissions de polluants organiques persistants et de permettre la mise au point de solutions de remplacement.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 6 s'attache à la sensibilisation du public, y compris les particuliers, qui utilisent directement des polluants organiques persistants et à la diffusion d'informations sur les solutions de remplacement, les risques sur la santé et les impacts économiques et sociaux.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 7, pour atteindre les objectifs du protocole, impose aux Parties d'une part, d'adopter des stratégies, politiques, programmes et mesures, et encourage, d'autre part, le recours à des techniques de gestion écologiquement rationnelle pour l'utilisation, la production, le rejet, la transformation, la distribution, le transport ou le retraitement des substances visées par le protocole. Les Parties sont également encouragées à appliquer des instruments économiques

et à adopter des mesures pour réduire le niveau de substances visées contenues en tant que contaminant dans d'autres substances.

En outre, cet article fait référence à la décision 1998/2 de l'Organe exécutif de la Convention relative aux informations à soumettre et aux procédures à suivre pour ajouter ultérieurement des substances à l'une des trois annexes fixant les listes de substances à interdire ou contrôler. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 8 engage les Parties à encourager les activités de recherche-développement, de surveillance et de coopération dans différents domaines, notamment pour la modélisation du transfert à longue distance des polluants, les dépôts, les inventaires, les niveaux mesurés dans les milieux biologiques ou non, la diffusion des POP dans les écosystèmes et leurs effets sur la santé et l'environnement, les MTD y compris dans l'agriculture, l'évaluation socio-économique des différentes stratégies de lutte, les contaminants dans d'autres substances, les niveaux dans les produits et durant le cycle de vie du bois traité au pentachlorophénol.

La priorité devrait être donnée aux recherches sur les substances les plus susceptibles d'être incluses ultérieurement aux annexes I, II, et III.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 9 impose aux Parties de communiquer annuellement à l'Organe exécutif les informations sur les mesures prises pour répondre aux obligations du protocole et, à l'EMEP, les informations sur les niveaux d'émissions de POP.

Pour les Parties de la zone EMEP, les Parties doivent communiquer les niveaux d'émission de polluants organiques persistants des substances énumérées à l'annexe III, pour l'année de référence stipulée dans cette annexe, et selon les directives de l'EMEP telles qu'adoptées par l'Organe exécutif de la Convention.

Pour chaque session de l'Organe exécutif de la Convention, l'EMEP fournira des informations sur le transport à longue distance et les dépôts de polluants organiques persistants.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 10 charge l'Organe exécutif de l'examen annuel des informations transmises par les Parties, des analyses scientifiques des effets des dépôts et des rapports du Comité d'application. Il examine les progrès dans l'exécution des obligations, ainsi que l'adéquation et l'efficacité des obligations du protocole en fonction des meilleures informations scientifiques. Les Parties évaluent les progrès technologiques, l'évolution économique et le respect des niveaux d'émission. Le premier examen doit être achevé 3 ans au plus tard après l'entrée en vigueur du protocole.

Cet article n'a pas été amendé.

L'article 11 confie au Comité d'application, créé par la décision 1997/2 de l'Organe exécutif, la mission d'examiner la bonne application du protocole et le respect des obligations par les Parties sur base des rapports et de soumettre à l'Organe exécutif, le cas échéant, toute recommandation appropriée. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 12 organise le règlement des différents « par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique » au choix des Parties. Il s'agit de clauses types généralement communes à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 13 précise que les annexes font partie intégrante du protocole. Il a été modifié par la suppression de l'annexe VII. Seule l'annexe V a valeur de recommandation.

L'article 14 relatif aux amendements au protocole a été amendé pour proposer une procédure d'acceptation accélérée des amendements aux annexes I à IV, VI et VIII. Si une Partie ne souhaite pas avoir recours à la procédure d'acceptation accélérée, elle doit le signaler dans son instrument de ratification conformément au nouveau paragraphe 3 de l'article 16.

En synthèse, trois procédures sont prévues :

- La procédure classique demande ratification pour tous les amendements qui ne portent pas sur les annexes V et VII, après une décision par consensus de l'Organe exécutif. Ils entrent en vigueur 90 jours après que 2/3 des Parties aient ratifié.
- Une procédure simplifiée est prévue pour l'annexe V (MTD pour les sources fixes) selon laquelle un amendement est adopté par consensus entre les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif. Il entre en vigueur à l'expiration d'un délai de 90 jours après que celui-ci a été notifié à l'ensemble des Parties, à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification, dans un délai de 90 jours, stipulant qu'elles ne sont pas en mesure d'y adhérer et à condition que 16 Parties au moins n'aient pas soumis cette notification. Les Parties ne doivent donc pas ratifier les amendements à cette annexe.
- En dérogation à la procédure classique, une procédure d'acceptation accélérée (nouvel article 14, paragraphes 5 bis et 5 ter) est prévue pour les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII selon laquelle une décision de l'Organe exécutif par consensus entre en vigueur pour une Partie à l'expiration d'un délai d'un an après que celui-ci a été notifié à l'ensemble des Parties, sauf si cette Partie fait savoir par écrit dans l'année qu'elle n'est pas en mesure d'y adhérer. Si une Partie accepte cette procédure, elle n'est donc plus tenue à l'avenir de ratifier séparément les amendements à ces annexes. Si une Partie rejette cette procédure, elle doit le signaler dans son instrument de ratification au moment de l'approbation des présents amendements au protocole. Étant donné que les futurs amendements aux annexes précitées doivent être adoptés par consensus, et que cette procédure accélérée fait surtout suite à une demande de l'Union européenne, la Belgique accepte cette procédure et il n'y a pas de mention à cet égard dans le présent projet de décret.

De plus, si une Partie propose une modification des annexes I, II ou III visant à ajouter une substance au présent protocole, elle doit fournir des informations scientifiques et techniques permettant de faire une évaluation de la substance, en application de la décision 1998/2 de l'Organe exécutif. Cette décision 1998/2 peut être modifiée par consensus de l'Organe exécutif et prend effet 60 jours après la date de son adoption.

L'article 15 concerne la signature du protocole selon une clause type généralement commune à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Cet article n'a pas été amendé.

L'article 16 portant sur la ratification du protocole a été amendé par l'ajout d'un paragraphe 3 qui permet à une Partie de rejeter la procédure d'acceptation accélérée organisée par le nouvel article 14, 5 bis et 5 ter mentionné ci-dessus.

Les articles 17 à 20 veillent à la bonne organisation et application du protocole quant à la forme. Il s'agit de dispositions relatives au dépositaire, à l'entrée en vigueur, à la dénonciation et aux textes faisant foi (les versions anglaise, française et russe) selon des clauses types généralement communes à tous les protocoles LRTAP et aux Traités internationaux. Ces articles n'ont pas été amendés.

ANNEXES

Le protocole est assorti de 7 annexes. Seule l'annexe V a été intégralement remplacée et l'annexe VII a été supprimée.

L'annexe I liste les substances devant être éliminées. L'annexe a été amendée pour interdire désormais sans condition la production et l'utilisation du DDT, ainsi que pour interdire la production et l'utilisation de nouvelles substances :

hexachlorobutadiène, hexachlorocyclohexane (HCH) y compris le lindane (mais qui bénéficie d'une exception pour l'utilisation), hexabromodiphényléther et heptabromodiphényléther (exception pour l'utilisation), tétrabromodiphényléther et pentabromodiphényléther (exception pour l'utilisation), pentachlorobenzène, sulfonate de perfluorooctane (PFOS) (exceptions pour la production et l'utilisation), polychlorobiphényle (PCB) (délais pour l'élimination des PCB en usage), naphthalènes polychlorés (PCN) et les paraffines chlorées à chaîne courte (SCCP) (exceptions pour la production et l'utilisation).

L'annexe II liste les substances dont l'utilisation doit être limitée. Elle a été amendée :

- l'annexe intègre les naphthalènes polychlorés (PFOS ou sulfonates de perfluorooctane) dont la production et l'utilisation sont interdites et les paraffines chlorées à chaîne courte (SCCP) dont la production et l'utilisation ne sont autorisées que pour deux utilisations spécifiques.
- certaines dispositions relatives à des substances qui sont désormais inscrites à l'annexe I ont été supprimées : DDT, HCH et PCB.

L'annexe III liste les substances produites non intentionnellement dont le niveau d'émission doit être limité par rapport à une année de référence.

L'annexe a été modifiée par l'inclusion des polychlorobiphényles (PCB) et par l'introduction de flexibilités pour le choix de l'année de référence relative à la réduction des émissions des 4 polluants pour les pays EECCA (pays de l'Europe Orientale, de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie Centrale).

- Pour les HAP, les dioxine/furannes, et l'hexachlorobenzène (HCB) le choix de l'année de référence, à savoir 1990 pour la Belgique, a été réalisé au moment de la ratification du protocole initial. Pour les PCB, les Parties disposent du choix d'une année entre 1995 et 2010. La Belgique a choisi 2005 comme année de référence par une décision de la CIE du 6 juillet 2016;
- Pour faciliter l'accession des pays EECCA au protocole et prendre en considération les difficultés économiques et techniques de ces économies en transition, il leur est permis de définir une date de référence entre 1985 et l'année d'entrée en vigueur du protocole pour ces Parties.

L'annexe IV fixe les valeurs limites pour les dioxines et les furannes provenant de grandes sources fixes.

Les amendements introduisent une valeur de 0.1 ng EQT/m³ de dioxine pour les sources fixes nouvelles en matière d'incinération. Les valeurs du protocole initial ne s'appliquent qu'aux sources existantes. Des précisions sont également apportées quant au respect des valeurs limites et du calcul des émissions en équivalents de toxicité.

L'annexe V qui définit et donne les critères pour déterminer les Meilleures techniques disponibles de lutte contre les émissions de polluants organiques persistants provenant de

sources fixes a été profondément modifiée par la Décision 2009/3 qui ne nécessite pas de ratification, comme expliqué aux points 3 et 9.3 de la présente note. La section qui décrit les MTD a été actualisée et sortie du protocole pour intégrer un Document d'orientation spécifique qui donne une description plus complète des MTD ainsi que des conseils les concernant. Ce document d'orientation a été adopté par la décision 2009/4 de l'Organe exécutif et pourra plus facilement être actualisé.

En Région wallonne, l'imposition des MTD s'inscrit dans la législation relative aux permis d'environnement, qui ne nécessitera pas de modification.

L'annexe VI fixe les délais d'application des valeurs limites et des MTD pour les sources fixes nouvelles et existantes. Un amendement à cette annexe rend les nouvelles normes pour les sources fixes nouvelles applicables 2 ans après l'entrée en vigueur du protocole pour cette Partie et 8 ans pour les sources fixes existantes. Dans un souci de flexibilité à l'égard des pays en transition économique, le calendrier a été adapté pour l'application des valeurs limites et des MTD dans la mesure où ils ont jusqu'à 15 ans de délais.

Les mêmes délais (2 ans, 8 ans, 15 ans) s'appliquent pour les valeurs limites et les MTD actualisées ou introduites par un amendement au protocole.

L'annexe VII qui listait les mesures de réduction des émissions de POP en provenance de sources mobiles a été supprimée dans sa totalité.

L'annexe VIII a été amendée pour compléter la liste des catégories de grandes sources fixes.

11. Commentaire des articles du projet de décret

Article 1^{er}

L'article 1^{er} prévoit que les amendements au protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève le 18 décembre 2009 sortiront leur plein et entier effet. Il s'agit des amendements contenus dans les décisions 2009/1 et 2009/2.

Article 2

L'article 2 prévoit qu'en application de l'article 14, paragraphe 4, du protocole, les amendements à l'annexe V du protocole ne nécessiteront plus d'assentiment.

Cependant, le Parlement pourra exprimer son éventuelle opposition aux règles nouvelles envisagées : le Gouvernement doit communiquer au Parlement les propositions d'amendements dans un délai d'un mois. Le Parlement dispose alors d'un délai d'un mois pour marquer son opposition.

Ces délais sont très serrés car l'article 14, paragraphe 4, du protocole prévoit qu'un amendement à l'annexe V entre en vigueur 90 jours après sa notification, à l'égard des Parties qui n'ont pas formulé d'opposition dans ce délai de 90 jours.

Article 3

L'article 3 prévoit qu'en application de l'article 14, paragraphe 5ter, du protocole, les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII du protocole ne nécessiteront plus d'assentiment.

Cependant, le Parlement pourra exprimer son éventuelle opposition aux règles nouvelles envisagées : le Gouvernement doit communiquer au Parlement les propositions d'amendements dans un délai de trois mois. Le Parlement dispose alors d'un délai de 6 mois pour marquer son opposition.

Ces délais sont un peu plus longs car l'article 14, paragraphe 5ter, du protocole prévoit qu'un amendement aux annexes I à IV, VI et VIII entre en vigueur un an après sa notification, à l'égard des Parties qui n'ont pas formulé d'opposition dans ce délai d'un an.

Avant-projet de décret portant assentiment aux amendements au protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève, le 18 décembre 2009

Le Gouvernement wallon,
Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Environnement,
Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de l'Environnement sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Les amendements au protocole d'Aarhus relatif aux polluants organiques persistants, faits à Genève le 18 décembre 2009, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 2. Sous réserve du troisième alinéa, les amendements à l'annexe V du protocole d'Aarhus, qui seront adoptés en application de l'article 14, paragraphe 4 du protocole, sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement notifie au Parlement toute proposition d'amendement à l'annexe V du protocole d'Aarhus, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission l'a communiquée aux Parties.

Dans un délai d'un mois suivant la notification visée à l'alinéa 2, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement à l'annexe V du protocole d'Aarhus sorte son plein et entier effet.

Art. 3. Sous réserve du troisième alinéa, les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII du protocole d'Aarhus, qui seront adoptés en application de l'article 14, paragraphe 5 ter du protocole, sortiront leur plein et entier effet.

Le Gouvernement notifie au Parlement toute proposition d'amendement aux annexes I à IV, VI et VIII du protocole d'Aarhus, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission l'a communiquée aux Parties.

Dans un délai de six mois suivant la notification visée à l'alinéa 2, le Parlement peut s'opposer à ce qu'un amendement visé à l'alinéa 2 sorte son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,

Céline TELLIER

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.556.2010.TREATIES-4 (Notification dépositaire)

PROTOCOLE À LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE, DE 1979, RELATIF AUX
POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS
AARHUS, 24 JUIN 1998

AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II DU PROTOCOLE

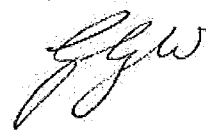
Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Par Décision 2009/2, adoptée le 18 décembre 2009 lors de la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009, les parties ont adopté des amendements au texte et aux annexes I et II du Protocole, conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 14, les amendements aux annexes I et II entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé leur instrument d'acceptation de ces amendements auprès du Dépositaire. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements.

.... On trouvera ci-joint en langues anglaise, française et russe le texte authentique des amendements aux annexes.

Le 14 septembre 2010



Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.

C.N.556.2010.TREATIES-4 (Annex/Annexe)

AMENDMENTS TO ANNEXES I AND II

AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II

Decision 2009/2

Listing of short-chain chlorinated paraffins and polychlorinated naphthalenes in annexes I and II to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants

The Parties to the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants meeting within the twenty-seventh session of the Executive Body,

Decide to amend the 1998 Protocol on Persistent Organic Pollutants (the "POPs Protocol") to the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution as follows:

ARTICLE 1: AMENDMENT

A. Annex I

1. Listings for the following substances shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following rows:

Polychlorinated naphthalenes (PCN)	Production	None
	Use	None
Short-chain chlorinated paraffins ^{d/}	Production	None, except for production for the uses specified in annex II
	Use	None, except for the uses specified in annex II

2. The following footnote shall be added at the end of annex I:

“^{d/} Short-chain chlorinated paraffins means chlorinated alkanes with a carbon chain-length of 10 to 13 carbon atoms and the degree of chlorination of more than 48% by weight.”

B. Annex II

A listing for the following substance shall be added by inserting in appropriate alphabetical order the following row:

Short-chain chlorinated paraffins ^{b/}	(a) Fire retardants in rubber used in conveyor belts in the mining industry; (b) Fire retardants in dam sealants.	Parties should take action to eliminate these uses once suitable alternatives are available. No later than 2015 and every four years thereafter, each Party that uses these substances shall report on progress made to eliminate them and submit information on such progress to the Executive Body. Based on these reports, these restricted uses shall be reassessed.
---	--	---

2. The following footnote shall be added at the end of annex II:

^{b/} Short-chain chlorinated paraffins means chlorinated alkanes with a carbon chain-length of 10 to 13 carbon atoms and the degree of chlorination of more than 48% by weight.

ARTICLE 2: RELATIONSHIP TO THE POPS PROTOCOL

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of acceptance of this Amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited an instrument of ratification, acceptance, approval, or accession to the POPS Protocol.

ARTICLE 3: ENTRY INTO FORCE

1. In accordance with article 14(3) of the POPS Protocol, this Amendment shall enter into force on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties to the POPS Protocol have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof.
2. After the entry into force of this Amendment, as provided under paragraph 1, it shall enter into force for any other Party to the Protocol on the ninetieth day following the date of deposit of its instrument of acceptance.

Décision 2009/2

Inscription des paraffines chlorées à chaîne courte et des naphthalènes polychlorés aux annexes I et II du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants

Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants présentes à la vingt-septième session de l'Organe exécutif,

Décident de modifier comme suit le Protocole de 1998 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants («le Protocole relatif aux POP»):

Article premier Amendement

A. Annexe I

1. Les inscriptions des substances ci-après sont ajoutées en insérant dans l'ordre alphabétique voulu les rubriques suivantes:

Naphthalènes polychlorés (NPC)	La production	Aucune
	L'utilisation	Aucune
Paraffines chlorées à chaîne courte ^d	La production	Aucune, sauf pour la production en vue des utilisations spécifiées à l'annexe II
	L'utilisation	Aucune, sauf pour les utilisations spécifiées à l'annexe II

2. La note de bas de page ci-après est ajoutée à la fin de l'annexe I:

«^d Le terme "paraffines chlorées à chaîne courte" s'entend de chloroalcanes ayant une longueur de chaîne carbonée comprise entre 10 et 13 atomes de carbone et un degré de chloration de plus de 48 % en poids.».

B. Annexe II

L'inscription de la substance ci-après est ajoutée en insérant dans l'ordre alphabétique voulu la rubrique suivante:

Paraffines chlorées à chaîne courte ^b	a) Agents ignifuges dans le caoutchouc des courroies transporteuses utilisées dans les mines; b) Matériaux d'étanchéité dans les barrages.	Les Parties devraient prendre des mesures pour éliminer ces utilisations dès que d'autres procédés appropriés sont disponibles. En 2015 au plus tard et tous les quatre ans par la suite, chaque Parties qui utilise ces substances rend compte des progrès accomplis pour les éliminer et communique des informations à ce sujet à l'Organe exécutif. Sur la base des rapports en question, ces restrictions d'utilisation seront réévaluées.
--	--	--

2. La note de bas de page ci-après est ajoutée à la fin de l'annexe II:

«^b Le terme "paraffines chlorées à chaîne courte" s'entend de chloroalcane ayant une longueur de chaîne carbonée comprise entre 10 et 13 atomes de carbone et un degré de plus de 48 % en poids.».

Article 2

Lien avec le Protocole relatif aux POP

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole relatif aux POP.

Article 3

Entrée en vigueur

1. Conformément au paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole relatif aux POP, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.

2. Après l'entrée en vigueur du présent amendement, comme il est stipulé au paragraphe 1, il entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt de son instrument d'acceptation.

Решение 2009/2

Включение в приложения I и II к Протоколу по стойким органическим загрязнителям 1998 года короткоцепных хлорированных парафинов и полихлорированных нафталинов

Стороны Протокола по стойким органическим загрязнителям 1998 года, проведя заседание в ходе двадцать седьмой сессии Исполнительного органа,

постановляют внести в Протокол по стойким органическим загрязнителям 1998 года ("Протокол СОЗ") к Конвенции о трансграничном загрязнении воздуха на большие расстояния следующие поправки:

СТАТЬЯ 1: ПОПРАВКА

A. Приложение I

1. Необходимо добавить следующие вещества, включив нижеследующие строки в соответствующем алфавитном порядке:

Полихлорированные нафталины (ПХН)	Производство	Не выдвигаются
	Использование	Не выдвигаются
Короткоцепные хлорированные парафины	Производство	Не выдвигаются, за исключением производства для видов использования, указанных в приложении II
	Использование	Не выдвигается, за исключением видов использования, указанных в приложении II

2. В конце приложения I добавить следующую сноску:

"b/ "Короткоцепные хлорированные парафины" означают хлорированные алканы с углеродной цепочкой длиной в 10-13 атомов углерода и степенью хлорирования более 48% по весу".

В. Приложение II

Необходимо добавить следующее вещество, включив нижеследующую строку в соответствующем алфавитном порядке:

Короткоцепные хлорированные парафины ^{b/}	а) Замедлители горения в резиновом полотне конвейеров, используемых в горнодобывающей промышленности;	Сторонам следует принять меры для прекращения этих видов использования, как только появятся приемлемые альтернативы.
	б) Замедлители горения в изоляционных материалах плотин.	Не позднее 2015 года и после этого каждая Сторона, использующая эти вещества, сообщает раз в четыре года о прогрессе, достигнутом в деле ликвидации таких видов использования, и предоставляет информацию об этом прогрессе Исполнительному органу. Эти ограниченные виды использования переоцениваются на основе этих сообщений.

2. В конце приложения II добавить следующую сноску:

^{b/} "Короткоцепные хлорированные парафины" означают хлорированные алканы с углеродной цепочкой длиной в 10-13 атомов углерода и степенью хлорирования более 48% по весу".

СТАТЬЯ 2: СВЯЗЬ С ПРОТОКОЛОМ ПО СОЗ

Ни одно государство или региональная организация экономической интеграции не может сдавать на хранение документ о принятии данной поправки, если только до этого или одновременно с этим они не сдали на хранение ратификационную грамоту или документ о принятии, одобрении или присоединении к Протоколу по СОЗ.

СТАТЬЯ 3: ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. В соответствии с пунктом 3 статьи 14 Протокола по СОЗ настоящая поправка вступает в силу на девяностый день после даты сдачи на хранение Депозитарию двумя третями Сторон Протокола по СОЗ своих документов о ее принятии.
2. После вступления в силу настоящей Поправки, как предусмотрено пунктом 1, она вступает в силу для любой другой Стороны Протокола на девяностый день после даты сдачи ею на хранение своего документа о принятии.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendments to Annexes I and II to the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Persistent Organic Pollutants, adopted by the Parties on 18 December 2009 at the twenty-seventh session of the Executive Body, which was held in Geneva, Switzerland, from 14 to 18 December 2009.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des Amendements aux Annexes I et II du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 à la vingt-septième session de l'Organe exécutif, tenue à Genève, Suisse, du 14 au 18 décembre 2009.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Patricia O'Brien



United Nations
New York, 14 September 2010

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 septembre 2010

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Reference: C.N.709.2013.TREATIES-XXVII.1.I (Depositary Notification)

PROTOCOL TO THE 1979 CONVENTION ON LONG-RANGE
TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION ON HEAVY METALS

AARHUS, 24 JUNE 1998

AMENDMENTS TO THE TEXT OF AND ANNEXES OTHER THAN III AND VII TO THE 1998
PROTOCOL ON HEAVY METALS

The Secretary-General of the United Nations, acting in his capacity as depositary,
communicates the following:

By letter dated 19 July 2013, the Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Europe informed the depositary that on 13 December 2012, at the thirty-first session of the Executive Body of the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution, held in Geneva, the Parties to the above Protocol adopted, by decision 2012/5, Amendments to the text of and annexes other than III and VII to the 1998 Protocol on Heavy Metals.

Pursuant to Article 13, paragraph 3 of Protocol, the above Amendments shall enter into force for the Parties which have accepted them on the ninetieth day after the date on which two-thirds of the Parties have deposited with the depositary their instruments of acceptance thereof. The Amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after the date on which that Party has deposited its instrument of acceptance thereof.

.... A certified true copy of the text of the above Amendments annexed to Decision 2012/5, in the English, French and Russian languages, is attached.

11 October 2013

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes.

Attention: Treaty Services of Ministries of Foreign Affairs and of international organizations concerned. Depositary notifications are issued in electronic format only. Depositary notifications are made available to the Permanent Missions to the United Nations in the United Nations Treaty Collection on the Internet at <http://treaties.un.org>, under "Depositary Notifications (CNs)". In addition, the Permanent Missions, as well as other interested individuals, can subscribe to receive depositary notifications by e-mail through the Treaty Section's "Automated Subscription Services", which is also available at <http://treaties.un.org>.

C.N.709.TREATIES-XXVII.1.1

Annex/Annexe

Decision 2012/5

Amendment of the text of and annexes other than III and VII to the 1998 Protocol on Heavy Metals

Article 1

Amendment

The Parties to the 1998 Protocol on Heavy Metals meeting within the thirty-first session of the Executive Body,

Decide to amend the 1998 Protocol on Heavy Metals to the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution as set out in the annex to this decision.

Article 2

Relationship to the Protocol

No State or regional economic integration organization may deposit an instrument of acceptance of this amendment unless it has previously, or simultaneously, deposited an instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to the Protocol.

Article 3

Entry into force

In accordance with article 13, paragraph 3, of the Protocol, this amendment shall enter into force on the ninetieth day after the date on which two thirds of the Parties to the Protocol have deposited with the Depositary their instruments of acceptance thereof.

Annex

Amendments to the 1998 Protocol on Heavy Metals

(a) Article 1

1. In paragraph 10 the words “of: (i) this Protocol; or (ii) an amendment to annex I or II, where the stationary source becomes subject to the provisions of this Protocol only by virtue of that amendment” are replaced by the words “for a Party of the present Protocol. A Party may decide not to treat as a new stationary source any stationary source for which approval has already been given by the appropriate competent national authority at the time of entry into force of the Protocol for that Party and provided that the construction or substantial modification is commenced within five years of that date”.

2. A new paragraph 12 is added after paragraph 11 as follows:

12. The terms “this Protocol”, “the Protocol” and “the present Protocol” mean the 1998 Protocol on Heavy Metals, as amended from time to time.

(b) Article 3

3. In paragraph 2, the word “Each” is replaced by the words “Subject to paragraphs 2 bis and 2 ter, each”.

4. In paragraph 2 (a) the words “for which annex III identifies best available techniques” are replaced by the words “for which guidance adopted by the Parties at a session of the Executive Body identifies best available techniques”.

5. In paragraph 2 (c) the words “for which annex III identifies best available techniques” are replaced by the words “for which guidance adopted by the Parties at a session of the Executive Body identifies best available techniques”.

6. New paragraphs 2 bis and 2 ter are inserted after paragraph 2 as follows:

2 bis. A Party that was already a Party to the present Protocol prior to the entry into force of an amendment that introduces new source categories may apply the limit values applicable to an “existing stationary source” to any source in such a new category the construction or substantial modification of which is commenced before the expiry of two years from the date of entry into force of that amendment for that Party, unless and until that source later undergoes substantial modification.

2 ter. A Party that was already a Party to the present Protocol prior to the entry into force of an amendment that introduces new limit values applicable to a “new stationary source” may continue to apply the previously applicable limit values to any source the construction or substantial modification of which is commenced before the expiry of two years from the date of entry into force of that amendment for that Party, unless and until that source later undergoes substantial modification.

7. In paragraph 5:

(a) The words “, for those Parties within geographical scope of EMEP, using as a minimum the methodologies specified by the Steering Body of EMEP, and, for those Parties outside the geographical scope of EMEP, using as guidance the methodologies developed through the work plan of the Executive Body” are deleted and replaced by a full stop “.”.

(b) The following text is added after the first sentence:

Parties within the geographic scope of EMEP shall use the methodologies specified in guidelines prepared by the Steering Body of EMEP and adopted by the Parties at a session of the Executive Body. Parties in areas outside the geographic scope of EMEP shall use as guidance the methodologies developed through the workplan of the Executive Body.

8. A new paragraph 8 is added at the end of article 3, as follows:

8. Each Party should actively participate in programmes under the Convention on the effects of air pollution on human health and the environment and programmes on atmospheric monitoring and modelling.

(c) **Article 3 bis**

9. A new article 3 bis is added as follows:

Article 3 bis
Flexible transitional arrangements

1. Notwithstanding article 3, paragraphs 2 (c) and 2 (d), a Party to the Convention that becomes a Party to the present Protocol between 1 January 2014 and 31 December 2019 may apply flexible transitional arrangements for the implementation of best available techniques and limit values to existing stationary sources in specific stationary source categories under the conditions specified in this article.
2. Any Party electing to apply the flexible transitional arrangements under this article shall indicate in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession to the present Protocol the following:
 - (a) The specific stationary source categories listed in annex II for which the Party is electing to apply flexible transitional arrangements, provided that no more than four such categories may be listed;
 - (b) Stationary sources for which construction or the last substantial modification commenced prior to 1990 or an alternative year of the period 1985–1995 inclusive, specified by a Party upon ratification, acceptance, approval or accession, which are eligible for flexible transitional arrangements as set out in paragraph 5; and
 - (c) An implementation plan consistent with paragraphs 3 and 4 identifying a timetable for full implementation of the specified provisions.
3. A Party shall, as a *minimum*, apply best available techniques for existing stationary sources in categories 1, 2, 5 and 7 of annex II no later than eight years after the entry into force of the present Protocol for the Party, or 31 December 2022, whichever is sooner, except as provided in paragraph 5.
4. In no case may a Party's application of best available techniques or limit values for any existing stationary sources be postponed past 31 December 2030.
5. With respect to any source or sources indicated pursuant to paragraph 2 (b), a Party may decide, no later than eight years after entry into force of the present Protocol for the Party, or 31 December 2022, whichever is sooner, that such source or sources will be closed down. A list of such sources shall be provided as part of the Party's next report pursuant to paragraph 6. Requirements for application of best available techniques and limit values will not apply to any such source or sources, provided the source or sources are closed down no later than 31 December 2030. For any such source or sources not closed down as of that date, a Party must thereafter apply the best available techniques and limit values applicable to new sources in the applicable source category.
6. A Party electing to apply the flexible transitional arrangements under this article shall provide the Executive Secretary of the Commission with triennial reports of its progress towards implementation of best available techniques and limit

values to the stationary sources in the stationary source categories identified pursuant to this article. The Executive Secretary of the Commission will make such triennial reports available to the Executive Body.

(d) Article 7

10. In paragraph 1 (a):

(a) The semi-colon at the end of the paragraph “;” is replaced by “. Moreover:”;
and

(b) New subparagraphs (i) and (ii) are inserted as follows:

(i) Where a Party applies different emission reduction strategies under article 3 paragraphs 2 (b), (c) or (d), it shall document the strategies applied and its compliance with the requirements of those paragraphs;

(ii) Where a Party judges the application of certain limit values, as specified in accordance with article 3, paragraph 2 (d), not to be technically and economically feasible, it shall report and justify this;

11. For paragraph 1 (b) there is substituted the following:

(b) Each Party within the geographical scope of EMEP shall report to EMEP, through the Executive Secretary of the Commission, information on the levels of emissions of heavy metals listed in annex I, using the methodologies specified in guidelines prepared by the Steering Body of EMEP and adopted by the Parties at a session of the Executive Body. Parties in areas outside the geographical scope of EMEP shall report available information on levels of emissions of the heavy metals listed in annex I. Each Party shall also provide information on the levels of emissions of the substances listed in annex I for the reference year specified in that annex;

12. New paragraphs are added after paragraph 1 (b) as follows:

(c) Each Party within the geographical scope of EMEP should report available information to the Executive Body, through the Executive Secretary of the Commission, on its air pollution effects programmes on human health and the environment and atmospheric monitoring and modelling programmes under the Convention using guidelines adopted by the Executive Body;

(d) Parties in areas outside the geographical scope of EMEP should make available information similar to that specified in subparagraph (c), if requested to do so by the Executive Body.

13. In paragraph 3:

(a) The words “In good time before each annual session of” are replaced by “Upon the request of and in accordance with timescales decided by”;

(b) The words “and other subsidiary bodies” are inserted after the word “EMEP”;

(c) The word “relevant” is inserted after the word “provide”.

(e) Article 8

14. The words “EMEP shall, using appropriate models and measurements and in good time before each annual session of the Executive Body” are replaced by “Upon the request of and in accordance with timescales decided by the Executive Body, EMEP and its technical bodies and centres shall, using appropriate models and measurements,”.

(f) Article 10

15. In paragraph 4:

- (a) The word “consider” is inserted after the word “shall”;
- (b) The word “develop” is replaced by the word “developing”;
- (c) The words “to reduce emissions into the atmosphere of the heavy metals listed in annex I” are deleted.

(g) Article 13

16. In paragraph 3:

- (a) The words “and to annexes I, II, IV, V and VI” are replaced by the words “other than to annexes III and VII”;
- (b) The words “on which two thirds of the Parties” are replaced by the words “on which two thirds of those that were Parties at the time of their adoption”

17. In paragraph 4 the word “ninety” is replaced by the figure “180”.

18. In paragraph 5 the word “ninety” is replaced by the figure “180”.

19. New paragraphs 5 bis and 5 ter are inserted after paragraph 5 as follows:

5 bis. For those Parties having accepted it, the procedure set out in paragraph 5 ter supersedes the procedure set out in paragraph 3 in respect of amendments to annexes II, IV, V and VI.

5 ter. Amendments to annexes II, IV, V and VI shall be adopted by consensus of the Parties present at a session of the Executive Body. On the expiry of one year from the date of its communication to all Parties by the Executive Secretary of the Commission, an amendment to any such annex shall become effective for those Parties which have not submitted to the Depositary a notification in accordance with the provisions of subparagraph (a):

(a) Any Party that is unable to approve an amendment to annexes II, IV, V and VI shall so notify the Depositary in writing within one year from the date of the communication of its adoption. The Depositary shall without delay notify all Parties of any such notification received. A Party may at any time substitute an acceptance for its previous notification and, upon deposit of an instrument of acceptance with the Depositary, the amendment to such an annex shall become effective for that Party;

(b) Any amendment to annexes II, IV, V and VI shall not enter into force if an aggregate number of 16 or more Parties have either:

- (i) Submitted a notification in accordance with the provisions of subparagraph (a); or

(ii) Not accepted the procedure set out in this paragraph and not yet deposited an instrument of acceptance in accordance with the provisions of paragraph 3.

(h) Article 15

20. A new paragraph 3 is added after paragraph 2 as follows:

3. A State or regional economic integration organization shall declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession if it does not intend to be bound by the procedures set out in article 13, paragraph 5 ter, as regards the amendment of annexes II, IV, V and VI.

(i) Annex II

21. In the table under subheading II, the words “lead and zinc” in the first line under the description of category 5 are replaced with the words “lead, zinc and silico- and ferro-manganese alloys”.

(j) Annex IV

22. The number “1.” is added in front of the first paragraph.

23. In subparagraph (a), the words “for a Party” are inserted after the word “Protocol”.

24. In subparagraph (b):

(a) In the first sentence the word “eight” is replaced by the word “two”.

(b) At the end of the first sentence, the words “for a Party or 31 December 2020, whichever is the later” are inserted after the word “Protocol”.

(c) The last sentence is deleted.

25. At the end of the annex new paragraphs 2 and 3 are inserted as follows:

2. Notwithstanding paragraph 1, but subject to paragraph 3, a Party to the Convention that becomes a Party to the present Protocol between 1 January 2014, and 31 December 2019, may declare upon ratification, acceptance, approval of, or accession to, the present Protocol that it will extend the timescales for application of the limit values referred to in article 3, paragraph 2 (d) up to 15 years after the date of entry into force of the present Protocol for the Party in question.

3. A Party that has made an election pursuant to article 3 bis of the present Protocol with respect to a particular stationary source category may not also make a declaration pursuant to paragraph 2 applicable to the same source category.

(k) **Annex V**

26. For Annex V the following text is substituted:

Annex V

Limit values for controlling emissions from major stationary sources

1. Two types of limit value are important for heavy metal emission control:
 - (a) Values for specific heavy metals or groups of heavy metals; and
 - (b) Values for emissions of particulate matter in general.
2. In principle, limit values for particulate matter cannot replace specific limit values for cadmium, lead and mercury because the quantity of metals associated with particulate emissions differs from one process to another. However, compliance with these limits contributes significantly to reducing heavy metal emissions in general. Moreover, monitoring particulate emissions is generally less expensive than monitoring individual species and continuous monitoring of individual heavy metals is in general not feasible. Therefore, particulate matter limit values are of great practical importance and are also laid down in this annex in most cases to complement specific limit values for cadmium or lead or mercury.
3. Section A applies to Parties other than the United States of America. Section B applies to the United States of America.

A. Parties other than the United States of America

4. In this section only, “dust” means the mass of particles, of any shape, structure or density, dispersed in the gas phase at the sampling point conditions which may be collected by filtration under specified conditions after representative sampling of the gas to be analysed, and which remain upstream of the filter and on the filter after drying under specified conditions.
5. For the purpose of this section, “emission limit value” (ELV) or “limit value” means the quantity of dust and specific heavy metals under this Protocol contained in the waste gases from an installation that is not to be exceeded. Unless otherwise specified, it shall be calculated in terms of mass of pollutant per volume of the waste gases (expressed as mg/m³), assuming standard conditions for temperature and pressure for dry gas (volume at 273.15 K, 101.3 kPa). With regard to the oxygen content of the waste gas, the values given for selected major stationary source categories shall apply. Dilution for the purpose of lowering concentrations of pollutants in waste gases is not permitted. Start-up, shutdown and maintenance of equipment are excluded.
6. Emissions shall be monitored in all cases via measurements or through calculations achieving at least the same accuracy. Compliance with limit values shall be verified through continuous or discontinuous measurements, or any other technically sound method including verified calculation methods. Measurements of relevant heavy metals shall be made at least once every three years for each

industrial source. Guidance documents on the methods for undertaking measurements and calculations adopted by the Parties at the session of the Executive Body shall be taken into account. In case of continuous measurements, compliance with the limit value is achieved if the validated monthly emission average does not exceed the ELV. In case of discontinuous measurements or other appropriate determination or calculation procedures, compliance with the ELVs is achieved if the mean value based on an appropriate number of measurements under representative conditions does not exceed the value of the emission standard. The inaccuracy of the measurement methods may be taken into account for verification purposes. Indirect monitoring of substances is also possible via sum parameters/cumulative parameters (e.g., dust as a sum parameter for heavy metals). In some cases using a certain technique to treat emissions can assure a value/limit value is maintained or met.

7. Monitoring of relevant polluting substances and measurements of process parameters, as well as the quality assurance of automated measuring systems and the reference measurements to calibrate those systems, shall be carried out in accordance with CEN standards. If CEN standards are not available, ISO standards, national standards or international standards which will ensure the provisions of data of an equivalent scientific quality shall apply.

Combustion plants (boilers and process heaters) with a rated thermal input exceeding 50 MWth¹ (annex II, category 1)

8. Limit values for dust emissions for combustion of solid and liquid fuels, other than biomass and peat:²

¹ The rated thermal input of the combustion plant is calculated as the sum of the input of all units connected to a common stack. Individual units below 15 MWth shall not be considered when calculating the total rated thermal input.

² In particular, the ELVs shall not apply to:

- Plants using biomass and peat as their only fuel source
- Plants in which the products of combustion are used for direct heating, drying, or any other treatment of objects or materials;
- Post-combustion plants designed to purify the waste gases by combustion which are not operated as independent combustion plants;
- Facilities for the regeneration of catalytic cracking catalysts;
- Facilities for the conversion of hydrogen sulphide into sulphur;
- Reactors used in the chemical industry;
- Coke battery furnaces;
- Cowpers;
- Recovery boilers within installations for the production of pulp;
- Waste incinerators; and
- Plants powered by diesel, petrol or gas engines or by combustion turbines, irrespective of the fuel used.

Table 1

<i>Fuel type</i>	<i>Thermal input (MWth)</i>	<i>ELV for dust (mg/m³)^a</i>
Solid fuels	50–100	New plants: 20 (coal, lignite and other solid fuels)
		Existing plants: 30 (coal, lignite and other solid fuels)
	100–300	New plants: 20 (coal, lignite and other solid fuels)
		Existing plants: 25 (coal, lignite and other solid fuels)
	>300	New plants: 10 (coal, lignite and other solid fuels)
		Existing plants: 20 (coal, lignite and other solid fuels)
Liquid fuels	50–100	New plants: 20
		Existing plants: 30 (in general) 50 for the firing of distillation and conversion residues within refineries from the refining of crude oil for own consumption in combustion plants
Liquid fuels	100–300	New plants: 20
		Existing plants: 25 (in general) 50 for the firing of distillation and conversion residues within refineries from the refining of crude oil for own consumption in combustion plants
	>300	New plants: 10
		Existing plants: 20 (in general) 50 for the firing of distillation and conversion residues within refineries from the refining of crude oil for own consumption in combustion plants

^a Limit values refer to an oxygen content of 6% for solid fuels and 3% for liquid fuels.

9. Special provisions for combustion plants referred to in paragraph 8:

(a) A Party may derogate from the obligation to comply with the ELVs provided for in paragraph 8 in the following cases:

(i) For combustion plants normally using gaseous fuel which have to resort exceptionally to the use of other fuels because of a sudden interruption in the supply of gas and for this reason would need to be equipped with a waste gas purification facility;

(ii) For existing combustion plants not operated more than 17,500 operating hours, starting from 1 January 2016 and ending no later than 31 December 2023;

(b) Where a combustion plant is extended by at least 50 MWth, the ELV specified in paragraph 8 for new installations shall apply to the extensional part affected by the change. The ELV is calculated as an average weighted by the actual thermal input for both the existing and the new part of the plant;

(c) Parties shall ensure that provisions are made for procedures relating to malfunction or breakdown of the abatement equipment;

(d) In the case of a multi-fuel firing combustion plant involving the simultaneous use of two or more fuels, the ELV shall be determined as the weighted average of the ELVs for the individual fuels, on the basis of the thermal input delivered by each fuel.

Primary and secondary iron and steel industry (annex II, category 2 and 3)

10. Limit values for dust emissions:

Table 2

<i>Activity</i>	<i>ELV for dust (mg/m³)</i>
Sinter plant	50
Pelletization plant	20 for crushing, grinding and drying 15 for all other process steps
Blast furnace: hot stoves	10
Basic oxygen steelmaking and casting	30
Electric steelmaking and casting	15 (existing) 5 (new)

Iron foundries (annex II, category 4)

11. Limit values for dust emissions for iron foundries:

Table 3

<i>Activity</i>	<i>ELV for dust (mg/m³)</i>
Iron foundries: all furnaces (cupola, induction, rotary); all mouldings (lost, permanent)	20
Hot rolling	20 50 where a bag filter cannot be applied due to the presence of wet fumes

Production and processing of copper, zinc and silico- and ferro- manganese alloys, including Imperial Smelting furnaces (annex II, categories 5 and 6)

12. Limit value for dust emissions for copper, zinc and silico- and ferro-manganese alloys production and processing:

Table 4

	<i>ELV for dust (mg/m³)</i>
Non-ferrous metal production and processing	20

Production and processing of lead (annex II, categories 5 and 6)

13. Limit value for dust emissions for lead production and processing:

Table 5

	<i>ELV for dust (mg/m³)</i>
Lead production and processing	5

Cement industry (annex II, category 7)

14. Limit values for dust emissions for cement production:

Table 6

	<i>ELV for dust (mg/m³)^a</i>
Cement installations, kilns, mills and clinker coolers	20
Cement installations, kilns, mills and clinker coolers using co-incineration of waste	20

^a Limit values refer to an oxygen content of 10%.

Glass industry (annex II, category 8)

15. Limit values for dust emissions for glass manufacturing:

Table 7

	<i>ELV for dust (mg/m³)^a</i>
New installations	20
Existing installations	30

^a Limit values refer to an oxygen content of 8% for continuous melting and 13% for discontinuous melting.

16. Limit value for lead emissions for glass manufacturing: 5 mg/m³.

Chlor-alkali industry (annex II, category 9)

17. Existing chlor-alkali plants using the mercury cell process shall convert to use of mercury free technology or close by 31 December 2020; during the period up until conversion the levels of mercury released by a plant into the air of 1 g per Mg³ chlorine production capacity apply.

18. New chlor-alkali plants are to be operated mercury free.

³ 1 Mg = 1 tonne.

Waste incineration (annex II, categories 10 and 11)

19. Limit value for dust emissions for waste incineration:

Table 8

<i>ELV for dust (mg/m³)^a</i>	
Municipal, non-hazardous, hazardous and medical waste incineration	10

^a Limit value refers to an oxygen content of 11%.

20. Limit value for mercury emissions for waste incineration: 0.05 mg/m³.

21. Limit value for mercury emissions for co-incineration of waste in source categories 1 and 7: 0.05 mg/m³.

B. United States of America

22. Limit values for controlling emissions of particulate matter and/or specific heavy metals from stationary sources in the following stationary source categories, and the sources to which they apply, are specified in the following documents:

(a) Steel Plants: Electric Arc Furnaces — 40 C.F.R. Part 60, Subpart AA and Subpart AAa;

(b) Small Municipal Waste Combustors — 40 C.F.R. Part 60, Subpart AAAA;

(c) Glass Manufacturing — 40 C.F.R. Part 60, Subpart CC;

(d) Electric Utility Steam Generating Units — 40 C.F.R. Part 60, Subpart D and Subpart Da;

(e) Industrial-Commercial-Institutional Steam Generating Units — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Db and Subpart Dc;

(f) Municipal Waste Incinerators — 40 C.F.R. Part 60, Subpart E, Subpart Ea and Subpart Eb;

(g) Hospital/Medical/Infectious Waste Incinerators — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Ec;

(h) Portland Cement — 40 C.F.R. Part 60, Subpart F;

(i) Secondary Lead Smelters — 40 C.F.R. Part 60, Subpart L;

(j) Basic Oxygen Process Furnaces — 40 C.F.R. Part 60, Subpart N;

(k) Basic Process Steelmaking Facilities (after 20 January 1983) — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Na;

(l) Primary Copper Smelters — 40 C.F.R. Part 60, Subpart P;

(m) Primary Zinc Smelters — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Q;

- (n) Primary Lead Smelters — 40 C.F.R. Part 60, Subpart R;
 - (o) Ferroalloy Production Facilities — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Z;
 - (p) Other Solid Waste Incineration Units (after 9 December 2004) — 40 C.F.R. Part 60, Subpart EEEE;
 - (q) Secondary lead smelters — 40 C.F.R. Part 63, Subpart X;
 - (r) Hazardous waste combustors — 40 C.F.R. Part 63, Subpart EEE;
 - (s) Portland cement manufacturing — 40 C.F.R. Part 63, Subpart LLL;
 - (t) Primary copper — 40 C.F.R. Part 63, Subpart QQQ;
 - (u) Primary lead smelting — 40 C.F.R. Part 63, Subpart TTT;
 - (v) Iron and steel foundries — 40 C.F.R. Part 63, Subpart EEEEE;
 - (w) Integrated iron and steel manufacturing — 40 C.F.R. Part 63, Subpart FFFFF;
 - (x) Electric Arc Furnace Steelmaking Facilities — 40 C.F.R. Part 63, Subpart YYYYY;
 - (y) Iron and steel foundries — 40 C.F.R. Part 63, Subpart ZZZZ;
 - (z) Primary Copper Smelting Area Sources — 40 C.F.R. Part 63, Subpart EEEEE;
 - (aa) Secondary Copper Smelting Area Sources — 40 C.F.R. Part 63, Subpart FFFFF;
 - (bb) Primary Nonferrous Metals Area Sources: Zinc, Cadmium, and Beryllium — 40 C.F.R. Part 63, Subpart GGGGG;
 - (cc) Glass manufacturing (area sources) — 40 C.F.R. Part 63, Subpart SSSSS;
 - (dd) Secondary Nonferrous Metal Smelter (Area Sources) — 40 C.F.R. Part 63, Subpart TTTTT;
 - (ee) Ferroalloys Production (Area Sources) — 40 C.F.R. Part 63, Subpart YYYYY;
 - (ff) Aluminum, Copper, and Nonferrous Foundries (Area Sources) — 40 C.F.R. Part 63, Subpart ZZZZZ;
 - (gg) Standards of Performance for Coal Preparation and Processing Plants — 40 C.F.R. Part 60, Subpart Y;
 - (hh) Industrial, Commercial, Institutional and Process Heaters — 40 C.F.R. Part 63, Subpart DDDDD;
 - (ii) Industrial, Commercial and Institutional Boilers (Area Sources) — 40 C.F.R. Part 63, Subpart JJJJJ;
 - (jj) Mercury Cell Chlor-Alkali Plants — 40 C.F.R. Part 63, Subpart IIII;
- and

(kk) Standards of Performance Commercial and Industrial Solid Waste Incineration Units for which Construction is Commenced after November 30, 1999, or for which Modification or Reconstruction is Commenced on or after 1 June 2001 — 40 C.F.R. Part 60, Subpart CCCC.

(l) Annex VI

27. In paragraph 1:

(a) The words “Except as otherwise provided in this annex, no” are deleted and replaced by “No”;

(b) The words “six months after” are deleted;

(c) The words “for a Party” are added after the word “Protocol”.

28. Paragraph 3 is deleted.

29. In paragraph 4, the word “A” is replaced by the words “Notwithstanding paragraph 1, a”.

30. In paragraph 5, the following text is substituted for the chapeau prior to subparagraph (a):

Each Party shall, no later than the date of entry into force of this Protocol for that Party, achieve concentration levels which do not exceed:

Décision 2012/5

Modification du texte et des annexes autres que III et VII du Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds

Article premier

Amendement

Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, réunies dans le cadre de la trente et unième session de l'Organe exécutif,

Décident de modifier le Protocole de 1998 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux métaux lourds, tel qu'il figure en annexe à la présente décision.

Article 2

Lien avec le Protocole

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole.

Article 3

Entrée en vigueur

Conformément au paragraphe 3 de l'article 13 du Protocole, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.

Annexe

Amendements au Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds

a) Article premier

1. Au paragraphe 10, les mots «i) du présent Protocole, ou ii) d'un amendement à l'annexe I ou II, si la source fixe ne tombe sous le coup des dispositions du présent Protocole qu'en vertu de cet amendement» sont remplacés par les mots «pour une Partie au présent Protocole. Une Partie peut décider de ne pas considérer comme étant une source fixe nouvelle toute source fixe pour laquelle un agrément a déjà été délivré par l'autorité nationale compétente appropriée au moment de l'entrée en vigueur du Protocole pour ladite Partie, et pour autant que sa construction ou sa modification substantielle ait débuté dans les cinq ans suivant cette date».

2. Un nouveau paragraphe 12, libellé comme suit, est ajouté après le paragraphe 11:

12. On entend par «le Protocole» et «le présent Protocole» le Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, tel qu'il a été de temps à autre modifié.

b) Article 3

3. Au paragraphe 2, le mot «Chaque» est remplacé par les mots «Sous réserve des paragraphes 2 *bis* et 2 *ter*, chaque».

4. À l'alinéa *a* du paragraphe 2, les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe III» sont remplacés par les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif».

5. À l'alinéa *c* du paragraphe 2, les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe III» sont remplacés par les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif».

6. De nouveaux paragraphes 2 *bis* et 2 *ter* libellés comme suit sont insérés après le paragraphe 2:

2 *bis*. Une Partie qui était déjà partie au présent Protocole avant l'entrée en vigueur d'un amendement qui introduit de nouvelles catégories de sources peut appliquer les valeurs limites prévues pour une «source fixe existante» à toute source relevant d'une nouvelle catégorie, dont la construction ou la modification substantielle démarre avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit amendement pour cette Partie, à moins et jusqu'à ce que la source subisse ultérieurement une modification substantielle.

2 *ter*. Une Partie qui était déjà partie au présent Protocole avant l'entrée en vigueur d'un amendement qui introduit de nouvelles valeurs limites applicables à toute «source fixe nouvelle» peut continuer d'appliquer les valeurs limites qui s'appliquaient précédemment à toute source dont la construction ou la modification substantielle démarre avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit amendement pour cette Partie, à moins et jusqu'à ce que la source subisse ultérieurement une modification substantielle.

7. Au paragraphe 5:

a) Les mots «, en utilisant au minimum les méthodes spécifiées par l'Organe directeur de l'EMEP, si elle est située dans la zone géographique des activités de l'EMEP, ou en s'inspirant des méthodes mises au point dans le cadre du plan de travail de l'Organe exécutif, si elle est située en dehors de cette zone» sont supprimés et remplacés par un point;

b) Le texte ci-après est ajouté après la première phrase:

Les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP utilisent les méthodes spécifiées dans un texte de référence établi par l'Organe directeur de l'EMEP et adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif. Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP s'inspirent des méthodes mises au point dans le cadre du plan de travail de l'Organe exécutif.

8. Un nouveau paragraphe 8, libellé comme suit, est ajouté à la fin de l'article 3:

8. Chaque Partie participe activement aux programmes exécutés au titre de la Convention sur les effets de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement et sur la surveillance atmosphérique et la modélisation.

c) **Article 3 bis**

9. Un nouvel article 3 *bis*, libellé comme suit, est ajouté:

Article 3 bis
Dispositions transitoires adaptables

1. Nonobstant les alinéas *c* et *d* du paragraphe 2 de l'article 3, une Partie à la Convention qui devient Partie au présent Protocole entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2019 peut recourir à des dispositions transitoires adaptables pour appliquer les meilleures techniques disponibles et les valeurs limites aux sources fixes existantes indiquées dans des catégories spécifiques de sources fixes dans les conditions précisées dans le présent article.

2. Toute Partie choisissant de recourir aux dispositions transitoires adaptables au titre du présent article indique, dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole, les éléments suivants:

a) Les catégories spécifiques de sources fixes indiquées à l'annexe II pour lesquelles elle choisit d'appliquer les dispositions transitoires adaptables, à condition que pas plus de quatre de ces catégories ne soient indiquées;

b) Les sources fixes dont la construction ou la dernière modification substantielle a démarré avant 1990 ou toute autre année entre 1985 et 1995 (inclus), spécifiée par une Partie lors de la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, qui remplissent les conditions requises pour bénéficier des dispositions transitoires adaptables comme prévu au paragraphe 5; et

c) Un plan de mise en œuvre conforme aux paragraphes 3 et 4 et comprenant un calendrier pour la mise en œuvre totale des dispositions spécifiées.

3. Une Partie applique, au minimum, les meilleures techniques disponibles pour les sources fixes existantes des catégories 1, 2, 5 et 7 de l'annexe II au plus tard dans les huit ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole ou le 31 décembre 2022, la date la plus proche étant retenue, sous réserve des dispositions du paragraphe 5.

4. L'application par une Partie des meilleures techniques disponibles ou des valeurs limites à une source fixe existante ne peut en aucun cas être reportée après le 31 décembre 2030.

5. S'agissant d'une ou de plusieurs sources indiquées conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 2, une Partie peut décider, au plus tard dans les huit ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole pour la Partie, ou le 31 décembre 2022, la date la plus proche étant retenue, la fermeture de la ou des sources en question. Une liste en sera communiquée dans le rapport suivant de la Partie conformément au paragraphe 6. Les prescriptions relatives à l'application des meilleures techniques disponibles et des valeurs limites ne s'appliquent à cette ou ces sources, à condition que sa ou leur fermeture intervienne le 31 décembre 2030 au plus tard. Lorsque la ou les sources ne sont pas fermées à cette date, une Partie doit par la suite appliquer les meilleures techniques disponibles ou les valeurs limites applicables aux nouvelles sources dans la catégorie des sources applicables.

6. Une Partie qui choisit de recourir aux dispositions transitoires adaptables au titre du présent article fournit au Secrétaire exécutif de la Commission un rapport triennal sur l'état d'avancement de l'application des meilleures techniques disponibles et des valeurs limites aux sources fixes

entrant dans les catégories de sources fixes mentionnées conformément au présent article. Le Secrétaire exécutif de la Commission communique les rapports triennaux à l'Organe exécutif.

d) Article 7

10. À l'alinéa *a* du paragraphe 1:

a) Point-virgule à la fin du paragraphe «;» est remplacé par «. De plus:»;

et

b) De nouveaux sous-alinéas i et ii, libellés comme suit, sont ajoutés:

i) Lorsqu'une Partie applique des stratégies différentes de réduction des émissions au titre des alinéas *b*, *c* et *d* du paragraphe 2 de l'article 3, elle présente des documents décrivant ces stratégies et attestant son respect des obligations énoncées dans ces alinéas;

ii) Lorsqu'une Partie estime que certaines valeurs limites, telles que spécifiées conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 3, ne sont pas techniquement et économiquement applicables, elle le signale et fournit un justificatif.

11. L'alinéa *b* du paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

b) Chaque Partie située dans la zone géographique des activités de l'EMEP communique régulièrement à l'EMEP, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, des informations sur les niveaux des émissions de métaux lourds énumérés à l'annexe I, en utilisant les méthodes spécifiées dans un texte de référence établi par l'Organe directeur de l'EMEP et adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif. Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP communiquent les informations disponibles sur les niveaux des émissions de métaux lourds énumérés à l'annexe I. Chaque Partie fournit aussi des informations sur les niveaux des émissions des substances énumérées à l'annexe I pour l'année de référence spécifiée dans cette annexe;

12. De nouveaux paragraphes, libellés comme suit, sont ajoutés après l'alinéa *b* du paragraphe 1:

c) Chaque Partie située dans la zone géographique des activités de l'EMEP devrait, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, communiquer à l'Organe exécutif les informations dont elle dispose au sujet de ses programmes, exécutés au titre de la Convention, sur les effets de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement et sur la surveillance atmosphérique et la modélisation conformément au texte de référence adopté par l'Organe exécutif;

d) Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP devraient communiquer les informations analogues à celles visées à l'alinéa *c* dont elles disposent si l'Organe exécutif leur en fait la demande.

13. Au paragraphe 3:

a) Les mots «En temps voulu avant chaque session annuelle de l'Organe exécutif» sont remplacés par «À la demande de l'Organe exécutif et conformément aux délais qu'il a fixés»;

b) Les mots «et les autres organes subsidiaires» sont insérés après le mot «EMEP» et le mot «fournit» est remplacé par le mot «fournissent»;

- c) Le mot «pertinentes» est inséré après le mot «informations».

e) Article 8

14. Les mots «L'EMEP, en utilisant des modèles et des mesures appropriés, fournit à l'Organe exécutif, en temps voulu avant chacune de ses sessions annuelles,» sont remplacés par les mots «À la demande de l'Organe exécutif et conformément aux délais qu'il a fixés, l'EMEP et ses organes et centres techniques, en utilisant des modèles et des mesures appropriés, lui fournissent».

f) Article 10

15. Au paragraphe 4:

- a) Le mot «envisagent» est inséré avant le mot «élaborent»;
- b) Le mot «élaborent» est remplacé par les mots «d'élaborer»;
- c) Les mots «pour réduire les émissions dans l'atmosphère des métaux lourds énumérés à l'annexe I» sont supprimés.

g) Article 13

16. Au paragraphe 3:

- a) Les mots «et aux annexes I, II, IV, V et VI» sont remplacés par les mots «et aux annexes autres que III et VII».
- b) Les mots «à laquelle deux tiers des Parties» sont remplacés par les mots «à laquelle deux tiers de celles qui étaient Parties au moment de leur adoption».

17. Au paragraphe 4, les mots «quatre-vingt-dix» sont remplacés par le chiffre «180».

18. Au paragraphe 5, les mots «quatre-vingt-dix» sont remplacés par le chiffre «180».

19. De nouveaux paragraphes 5 *bis* et 5 *ter*, libellés comme suit, sont insérés après le paragraphe 5:

5 *bis*. Pour les Parties qui l'ont acceptée, la procédure définie au paragraphe 5 *ter* ci-après remplace celle définie au paragraphe 3 ci-dessus en ce qui concerne les amendements aux annexes II, IV, V et VI;

5 *ter*. Les amendements aux annexes II, IV, V et VI sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa communication à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission, un amendement à l'une quelconque de ces annexes prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa a:

a) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes II, IV, V et VI en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai d'un an à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe prend effet pour cette Partie;

b) Tout amendement aux annexes II, IV, V et VI n'entre pas en vigueur si 16 Parties au moins:

- i) Ont soumis une notification conformément aux dispositions de l'alinéa *a*; ou
- ii) N'ont pas accepté la procédure définie dans ce paragraphe et n'ont pas encore déposé un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.

h) Article 15

20. Un nouveau paragraphe 3, libellé comme suit, est ajouté après le paragraphe 2:

3. Tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui ne souhaite pas être lié par la procédure définie au paragraphe 5 *ter* de l'article 13 au sujet de l'amendement des annexes II, IV, V et VI le déclare dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

i) Annexe II

21. Dans le tableau situé sous le point II, les mots «de plomb et de zinc», à la première ligne de la description de la catégorie 5, sont remplacés par les mots «de plomb, de zinc et d'alliages de silico- et ferro-manganèse».

j) Annexe IV

22. Le chiffre «1.» est ajouté en avant du premier paragraphe.

23. À l'alinéa *a*, les mots «pour une Partie» sont ajoutés après le mot «Protocole».

24. À l'alinéa *b*:

a) Dans la première phrase, le mot «huit» est remplacé par le mot «deux»;

b) À la fin de la première phrase, les mots «pour une Partie ou le 31 décembre 2020, la date la plus éloignée étant retenue» sont insérés après le mot «Protocole»;

c) La dernière phrase est supprimée.

25. À la fin de l'annexe, les nouveaux paragraphes 2 et 3, libellés comme suit, sont insérés:

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, mais sous réserve de celles du paragraphe 3, une Partie à la Convention qui devient Partie au présent Protocole entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2019, peut déclarer lors de sa ratification, acceptation ou, approbation du présent Protocole ou de son adhésion à cet instrument, qu'elle prorogera les délais d'application des valeurs limites énoncées à l'alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 3 jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour la Partie en question;

3. Une Partie qui a procédé à un choix conformément à l'article 3 *bis* du présent Protocole en ce qui concerne une catégorie particulière de source fixe ne peut faire aussi une déclaration au titre de l'article 2 concernant la même catégorie de source.

k) **Annexe V**

26. L'annexe V est remplacée par le texte suivant:

Annexe V
Valeurs limites aux fins de la lutte contre les
émissions
provenant de grandes sources fixes

1. Deux types de valeur limite sont importants aux fins de la lutte contre les émissions de métaux lourds:

a) Les valeurs applicables à des métaux lourds ou groupes de métaux lourds particuliers; et

b) Les valeurs applicables aux émissions de particules en général.

2. En principe, les valeurs limites pour les particules ne sauraient remplacer les valeurs limites spécifiques pour le cadmium, le plomb et le mercure car la quantité de métaux associés aux émissions de particules varie d'un procédé à l'autre. Cependant, le respect de ces limites contribue sensiblement à réduire les émissions de métaux lourds en général. En outre, la surveillance des émissions de particules est généralement moins coûteuse que celle de telle ou telle substance, et en général la surveillance continue des métaux lourds pris séparément n'est matériellement pas possible. En conséquence, les valeurs limites pour les particules présentent un grand intérêt pratique et sont également énoncées dans la présente annexe, le plus souvent pour compléter les valeurs limites spécifiques applicables au cadmium, au plomb ou au mercure.

3. La section A s'applique aux Parties autres que les États-Unis d'Amérique. La partie B s'applique aux États-Unis d'Amérique.

A. Parties autres que les États-Unis d'Amérique

4. Dans la présente section uniquement, on entend par «poussières» la masse des particules, de quelque forme, structure ou densité que ce soit, dispersées dans la phase gazeuse au point d'échantillonnage qui peuvent être recueillies par filtration dans certaines conditions après échantillonnage représentatif du gaz à analyser et restent en amont du filtre et sur le filtre après séchage dans certaines conditions.

5. Aux fins de la présente section, on entend par «valeur limite d'émission» (VLE) ou «valeur limite» la quantité de poussières et de certains métaux lourds visés par le présent Protocole contenue dans les gaz résiduels d'une installation, qui ne doit pas être dépassée. Sauf indication contraire, elle est calculée en masse de polluant par volume de gaz résiduels (et exprimée en mg/m^3), en supposant des conditions normales de température et de pression pour des gaz secs (volume à 273,15 K, 101,3 kPa). En ce qui concerne la teneur en oxygène des gaz résiduels, on retient les valeurs données pour des catégories choisies de grandes sources fixes. La dilution effectuée dans le but de diminuer les concentrations de polluants dans les gaz résiduels n'est pas autorisée. Les phases de démarrage et d'arrêt et les opérations d'entretien du matériel sont exclues.

6. Les émissions sont surveillées dans tous les cas au moyen de mesures ou de calculs présentant au moins le même degré de précision. Le respect des valeurs limites est vérifié au moyen de mesures en continu ou intermittentes,

ou de toute autre méthode techniquement valable, y compris des méthodes de calcul vérifiées. Des mesures des métaux lourds en cause sont réalisées au moins une fois tous les trois ans pour chaque source industrielle. Il est tenu compte des documents d'orientation relatifs aux méthodes de mesure et de calcul qui ont été adoptés par les Parties à la session de l'Organe exécutif. En cas de mesures en continu, la valeur limite est respectée si la moyenne mensuelle validée des émissions ne dépasse pas la VLE. En cas de mesures intermittentes ou d'autres procédures appropriées de détermination ou de calcul, les VLE sont respectées si la valeur moyenne déterminée en fonction d'un nombre approprié de mesures effectuées dans des conditions représentatives ne dépasse pas la valeur de la norme d'émission. L'imprécision des méthodes de mesure peut être prise en compte aux fins de vérification. Une surveillance indirecte des substances est également possible à l'aide de paramètres de somme/cumulatifs (par exemple la poussière comme paramètre de somme pour les métaux lourds). Dans certains cas, le recours à une technique donnée de traitement des émissions permet de maintenir ou d'atteindre une valeur/valeur limite.

7. La surveillance des substances polluantes pertinentes et les mesures des paramètres de fonctionnement, ainsi que l'assurance qualité des systèmes automatisés de mesure et les mesures de référence pour l'étalonnage de ces systèmes, sont conformes aux normes fixées par le Comité européen de normalisation (CEN). À défaut de celles-ci, ce sont les normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ou des normes nationales ou internationales garantissant la communication de données d'une qualité scientifique équivalente qui s'appliquent.

Installations de combustion (chaudières et récupérateurs de chaleur industrielle) d'une puissance thermique nominale supérieure à 50 MWth¹ (annexe II, catégorie 1)

8. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la combustion de combustibles solides et liquides, autres que la biomasse et la tourbe²:

Tableau 1

Type de combustible	Puissance thermique (MWth)	VLE pour les poussières (mg/m ³) ^a
Combustibles solides	50-100	Installations nouvelles: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides) Installations existantes: 30 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
	100-300	Installations nouvelles: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides) Installations existantes: 25 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
	>300	Installations nouvelles: 10 (charbon, lignite et autres combustibles solides) Installations existantes: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
Combustibles liquides	50-100	Installations nouvelles: 20 Installations existantes: 30 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre
	100-300	Installations nouvelles: 20 Installations existantes:

¹ La puissance thermique nominale de l'installation de combustion est la somme de la puissance délivrée par toutes les unités rattachées à une cheminée commune. Les unités isolées de moins de 15 MWth ne sont pas prises en considération pour le calcul de la puissance thermique nominale totale.

² En particulier, les VLE ne s'appliquent pas aux:

- Installations utilisant la biomasse et la tourbe comme unique source de combustible;
- Installations dans lesquelles les produits de la combustion sont utilisés directement pour le chauffage, le séchage ou tout autre traitement d'objets ou de matériaux;
- Installations de postcombustion servant à purifier les gaz résiduels par combustion, qui ne fonctionnent pas comme des installations de combustion indépendantes;
- Dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;
- Installations utilisées pour la transformation du sulfure d'hydrogène en soufre;
- Réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;
- Batteries de fours à coke;
- Récupérateurs Cowper;
- Chaudières de récupération dans les installations de production de pâte à papier;
- Incinérateurs de déchets; et
- Installations équipées de moteurs diesel, à essence ou à gaz ou de turbines à combustion, indépendamment du combustible utilisé.

Type de combustible	Puissance thermique (MWth)	VLE pour les poussières (mg/m ³) ^a
		25 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre
	>300	Installations nouvelles: 10 Installations existantes: 20 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre

^a Les valeurs limites se rapportent à une teneur en oxygène de 6 % pour les combustibles solides et de 3 % pour les combustibles liquides.

9. Dispositions particulières pour les installations de combustion visées au paragraphe 8:

a) Une Partie peut dispenser l'installation de satisfaire aux VLE prévues au paragraphe 8 dans les cas suivants:

i) Pour les installations de combustion utilisant habituellement du combustible gazeux qui doivent recourir exceptionnellement à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et qui, pour cette raison, devraient être équipées d'un dispositif d'épuration des gaz résiduels;

ii) Pour les installations de combustion existantes qui ne fonctionnent pas plus de 17 500 heures d'exploitation, à compter du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2023 au plus tard;

b) Lorsque la capacité d'une installation de combustion est augmentée d'au moins 50 MWth, la VLE indiquée au paragraphe 8 pour les installations nouvelles s'applique à l'extension touchée par la modification. La VLE retenue correspond à une moyenne pondérée en fonction de la puissance thermique effective de la partie existante et de la partie nouvelle de l'installation;

c) Les Parties veillent à ce que figurent des dispositions relatives aux procédures applicables en cas de dysfonctionnement ou de panne du dispositif antipollution;

d) Dans le cas d'une installation de combustion multicom bustible dans laquelle deux combustibles ou plus sont utilisés simultanément, la VLE, qui représente la moyenne pondérée des VLE pour les différents combustibles, est déterminée sur la base de la puissance thermique fournie par chacun d'eux.

Sidérurgie primaire et secondaire (annexe II, catégories 2 et 3)

10. Valeurs limites pour les émissions de poussières:

Tableau 2

Activité	VLE pour les poussières (mg/m ³)
----------	--

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Atelier d'agglomération	50
Installation de production de pellets	20 pour le concassage, le broyage et le séchage 15 pour toutes les autres étapes du processus
Hauts fourneaux: appareils Cowper	10
Aciérie à l'oxygène – affinage et moulage	30
Aciérie électrique – affinage et moulage	15 (installations existantes) 5 (installations nouvelles)

Fonderies (annexe II, catégorie 4)

11. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant des fonderies:

Tableau 3

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Fonderies: Tous types de fours (cubilots, fours à induction, fours rotatifs); tous types de moulages (perdus, permanents)	20
Laminoirs à chaud	20 50 lorsque la présence de vapeurs humides a empêché l'application d'un filtre à manche

Production et transformation du cuivre, du zinc et des alliages de silico- et ferro-manganèse, y compris dans les fours «Imperial Smelting» (annexe II, catégories 5 et 6)

12. Valeur limite pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du cuivre, du zinc et des alliages de silico- et ferro-manganèse:

Tableau 4

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Production et transformation de métaux non ferreux	20

Production et transformation du plomb (annexe II, catégories 5 et 6)

13. Valeur limite pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du plomb:

Tableau 5

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Production et transformation du plomb	5

Industrie du ciment (annexe II, catégorie 7)

14. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'industrie du ciment:

Tableau 6

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)^a</i>
Installations productrices de ciment, fours, broyeurs et dispositifs de refroidissement du clinker	20
Installations productrices de ciment, fours, broyeurs et dispositifs de refroidissement du clinker utilisant la coïncinération des déchets	20

^a Les valeurs limites se rapportent à une teneur en oxygène de 10 %.

Industrie du verre (annexe II, catégorie 8)

15. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'industrie du verre:

Tableau 7

	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)^a</i>
Installations nouvelles	20
Installations existantes	30

^a Les valeurs limites se rapportent à une teneur en oxygène de 8 % pour la fusion continue et de 13 % pour la fusion discontinue.

16. Valeur limite pour les émissions de plomb dans la fabrication du verre: 5 mg/m³.

Industrie du chlore et de la soude caustique (annexe II, catégorie 9)

17. Les installations existantes produisant du chlore et de la soude caustique au moyen du procédé à cathode de mercure doivent être converties de façon à utiliser une technologie sans mercure ou fermer d'ici au 31 décembre 2020; pendant la période précédant cette conversion, la limite applicable pour les émissions de mercure dans l'air d'une installation est de 1 g par Mg³ de chlore produit.

18. Les installations nouvelles produisant du chlore et de la soude caustique n'utilisent pas de mercure.

Incinération des déchets (annexe II, catégories 10 et 11)

19. Valeur limite pour les émissions de poussières provenant de l'incinération des déchets:

Tableau 8

<i>Activité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)^a</i>
-----------------	---

³ 1 Mg = 1 tonne.

Incinération des déchets urbains 10
non dangereux, dangereux
et médicaux

^a La valeur limite se rapporte à une teneur en oxygène de 11 %.

20. Valeur limite pour les émissions de mercure produites par l'incinération des déchets: 0,05 mg/m³.

21. Valeur limite pour les émissions de mercure produites par la coïncinération des déchets dans les catégories de sources 1 et 7: 0,05 mg/m³.

B. États-Unis d'Amérique

22. Les valeurs limites aux fins de la lutte contre les émissions de particules et/ou de certains métaux lourds provenant de sources fixes appartenant aux catégories de sources fixes ci-après, ainsi que les sources auxquelles elles s'appliquent, sont spécifiées dans les documents suivants:

- a) Aciéries: fours électriques à arc – C.F.R., titre 40, partie 60, sections AA et AAa;
- b) Petits incinérateurs de déchets urbains – C.F.R., titre 40, partie 60, section AAAA;
- c) Industrie du verre – C.F.R., titre 40, partie 60, section CC;
- d) Générateurs de vapeur des compagnies publiques d'électricité – C.F.R., titre 40, partie 60, sections D et Da;
- e) Générateurs de vapeur des secteurs industriel, commercial et institutionnel – C.F.R., titre 40, partie 60, sections Db et Dc;
- f) Incinérateurs de déchets urbains – C.F.R., titre 40, partie 60, sections E, Ea et Eb;
- g) Incinérateurs de déchets hospitaliers et médicaux/infectieux – C.F.R., titre 40, partie 60, section Ec;
- h) Ciment Portland – C.F.R., titre 40, partie 60, section F;
- i) Fonderies de plomb de deuxième coulée – C.F.R., titre 40, partie 60, section L;
- j) Convertisseurs à oxygène – C.F.R., titre 40, partie 60, section N;
- k) Installations sidérurgiques de base (après le 20 janvier 1983) – C.F.R., titre 40, partie 60, section Na;
- l) Fonderies de cuivre de première coulée – C.F.R., titre 40, partie 60, section P;
- m) Fonderies de zinc de première coulée – C.F.R., titre 40, partie 60, section Q;
- n) Fonderies de plomb de première coulée – C.F.R., titre 40, partie 60, section R;
- o) Installations de production de ferroalliages – C.F.R., titre 40, partie 60, section Z;
- p) Autres installations d'incinération de déchets solides (après le 9 décembre 2004) – C.F.R., titre 40, partie 60, section EEEE;

- q) Fonderies de plomb de deuxième coulée – C.F.R., titre 40, partie 63, section X;
- r) Incinérateurs de déchets dangereux – C.F.R., titre 40, partie 63, section EEE;
- s) Fabrication de ciment Portland – C.F.R., titre 40, partie 63, section LLL;
- t) Cuivre de première coulée – C.F.R., titre 40, partie 63, section QQQ;
- u) Fonte de plomb de première coulée – C.F.R., titre 40, partie 63, section TTT;
- v) Fonderies de fonte et d'acier – C.F.R., titre 40, partie 63, section EEEEE;
- w) Usines sidérurgiques intégrées – C.F.R., titre 40, partie 63, section FFFFF;
- x) Installations sidérurgiques avec fours électriques à arc – C.F.R., titre 40, partie 63, section YYYYY;
- y) Fonderies de fonte et d'acier – C.F.R., titre 40, partie 63, section ZZZZ;
- z) Fonte de cuivre de première coulée (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section EEEEE;
- aa) Fonte de cuivre de deuxième coulée (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section FFFFF;
- bb) Métaux non ferreux de première coulée (sources diffuses): zinc, cadmium et béryllium – C.F.R., titre 40, partie 63, section GGGGG;
- cc) Fabrication du verre (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section SSSSS;
- dd) Fonderie de métaux non ferreux de deuxième coulée (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section TTTTT;
- ee) Production de ferroalliages (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section YYYYY;
- ff) Fonderies d'aluminium, de cuivre et de métaux et alliages non ferreux (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section ZZZZZ;
- gg) Normes de rendement des installations de préparation et de transformation des charbons – C.F.R., titre 40, partie 60, section Y;
- hh) Chaudières industrielles, commerciales et collectives et échangeurs de chaleur indirecte – C.F.R., titre 40, partie 63, section DDDDD;
- ii) Chaudières industrielles, commerciales et collectives (sources diffuses) – C.F.R., titre 40, partie 63, section JJJJJ;
- jj) Installations à cathode de mercure pour la production de chlore et de soude caustique – C.F.R., titre 40, partie 63, section IIII;
- kk) Normes de rendement des installations commerciales et industrielles d'incinération de déchets solides dont la construction a démarré après le 30 novembre 1999 ou dont la modification ou la reconstruction a démarré au plus tôt le 1^{er} juin 2001 – C.F.R., titre 40, partie 60, section CCCC.

l) Annexe VI

27. Au paragraphe 1:

a) Les mots «Sauf dispositions contraires de la présente annexe,» sont supprimés;

b) Les mots «six mois au plus tard après la date» sont supprimés et remplacés par les mots «Au plus tard à la date»;

c) Les mots «pour une Partie» sont ajoutés après le mot «Protocole».

28. Le paragraphe 3 est supprimé.

29. Au paragraphe 4, le mot «Les» est remplacé par les mots «Nonobstant le paragraphe 1, les».

30. Au paragraphe 5, le texte qui suit remplace le chapeau précédant l'alinéa *a*:

Chaque Partie, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour cette Partie, parvient à des concentrations qui ne dépassent pas:

Решение 2012/5**Внесение поправок в текст Протокола по тяжелым металлам 1998 года и приложения к нему,
за исключением приложений III и VII****Статья 1****Внесение поправок**

Стороны Протокола по тяжелым металлам 1998 года, собравшись на тридцать первой сессии Исполнительного органа,

постановляют внести следующие поправки в Протокол по тяжелым металлам 1998 года (Протокол) к Конвенции о трансграничном загрязнении воздуха на большие расстояния, изложенные в приложении к настоящему решению.

Статья 2**Связь Протоколом**

Ни одно государство или региональная организация экономической интеграции не могут сдавать на хранение документ о принятии данной поправки, если только до этого или одновременно с этим они не сдали на хранение документ о ратификации, принятии и утверждении Протокола или присоединении к нему.

Статья 3**Вступление в силу**

В соответствии с пунктом 3 статьи 13 Протокола настоящая поправка вступает в силу на девятый день после даты сдачи на хранение Депозитарию двумя третями Сторон Протокола своих документов о ее принятии.

Приложение**Поправки к Протоколу по тяжелым металлам 1998 года****а) Статья 1**

1. В пункте 10 слова ": i) настоящего Протокола или ii) поправки к приложению I или II, когда стационарный источник включается в сферу действия положений настоящего Протокола только на основании этой поправки." заменены словами "для Стороны настоящего Протокола. Сторона может принять решение не рассматривать в качестве нового стационарного источника любой стационарный источник, в отношении которого уже было получено одобрение со стороны соответствующего компетентного национального органа на момент вступления в силу Протокола для этой Стороны, при условии, что строительство или существенная модификация были начаты в течение пяти лет с этой даты."

2. После пункта 11 добавлен следующий новый пункт 12:

12. Термины "этот Протокол", "данный Протокол" и "настоящий Протокол" означают Протокол по тяжелым металлам 1998 года с вносимыми в него время от времени поправками.

b) Статья 3

3. В пункте 2 слово "каждая" заменяется словами "В соответствии с пунктами 2-бис и 2-тер каждая".

4. В пункте 2 а) слова "для которой в приложении III определяются наилучшие имеющиеся методы" заменены словами "для которой руководство, принятое Сторонами на сессии Исполнительного органа, определяет наилучшие имеющиеся методы".

5. В пункте 2 с) слова "для которой приложение III определяет наилучшие имеющиеся методы" заменены словами "для которой руководство, принятое Сторонами на сессии Исполнительного органа, определяет наилучшие имеющиеся методы".

6. После пункта 2 включены следующие новые пункты 2-бис и 2-тер:

2-бис. Сторона, которая уже являлась Стороной настоящего Протокола до вступления в силу поправки, вводящей новые категории источников, может использовать предельные значения, применимые к "существующему стационарному источнику", в отношении любого источника, относящегося к такой новой категории, сооружение или существенная модификация которого начались до истечения двухлетнего периода с даты вступления в силу данной поправки для этой Стороны, если только и до тех пор пока данный источник не подвергнется позднее существенной модификации.

2-тер. Сторона, которая уже являлась Стороной настоящего Протокола до вступления в силу поправки, вводящей новые предельные значения, применимые к "новому стационарному источнику", может продолжать применять ранее применявшиеся предельные значения к любому источнику, сооружение или существенная модификация которого начались до истечения двухлетнего периода с даты вступления в силу данной поправки для этой Стороны, если только и до тех пор, пока данный источник не подвергнется позднее существенной модификации.

7. В пункте 5:

а) слова "используя, как минимум для Сторон в пределах географического охвата ЕМЕП, методологии, определенные Руководящим органом ЕМЕП, и используя для Сторон за пределами географического охвата ЕМЕП в качестве ориентировочных методологии, разработанные в рамках плана работы Исполнительного органа" исключены и заменены точкой ".";

б) после первого предложения добавлен следующий текст:

Стороны в рамках географического охвата ЕМЕП используют методологии, указанные в руководящих принципах, подготовленных Руководящим органом ЕМЕП и принятых Сторонами на сессии Исполнительного органа. Стороны, находящиеся за пределами географического охвата ЕМЕП, используют в качестве руководства методологии, разработанные в рамках плана работы Исполнительного органа.

8. В конце статьи 3 добавлен следующий новый пункт 8:

8. Каждая Сторона должна активно участвовать в проводимых в рамках Конвенции программах, по воздействию загрязнения воздуха на здоровье человека и окружающую среду и программах атмосферного мониторинга и моделирования.

с) Статья 3-бис

9. Добавлена следующая новая статья 3-бис:

Статья 3-бис
Гибкие переходные положения

1. Несмотря на пункты 2 с) и 2 d) статьи 3, Сторона Конвенции, которая становится Стороной настоящего Протокола в период с 1 января 2014 года до 31 декабря 2019 года, может применять гибкие переходные положения для осуществления наилучших имеющихся методов и предельных значений к существующим стационарным источникам в конкретных категориях стационарных источников на условиях, оговоренных в настоящей статье.

2. Любая Сторона, принимающая решение применять гибкие переходные положения в рамках настоящей статьи, указывает в своем документе о ратификации, принятии, одобрении или присоединении к настоящему Протоколу следующее:

а) конкретные категории стационарных источников, перечисленные в приложении II, в отношении которых данная Сторона принимает решение применять гибкие переходные положения, при том условии, что может быть перечислено не более четырех таких категорий;

б) стационарные источники, сооружение или существенная модификация которых были начаты до 1990 года или альтернативного года в период с 1985 по 1995 год, указываемый Стороной при ратификации, принятии, одобрении или присоединении, в отношении которых могут применяться гибкие переходные положения согласно пункту 5; и

с) план осуществления, соответствующий пунктам 3 и 4, с указанием графика полного осуществления указанных положений.

3. Сторона как минимум применяет наилучшие имеющиеся методы для существующих стационарных источников в категориях 1, 2, 5 и 7 приложения II не позднее чем через восемь лет после вступления в силу настоящего Протокола для данной Стороны или 31 декабря 2022 года в зависимости от того, какое из этих событий наступит первым, если иное не предусмотрено в пункте 5.

4. Ни в коем случае осуществление Стороной наилучших имеющихся методов или предельных значений для любых существующих стационарных источников не может быть отложено на период после 31 декабря 2030 года.

5. В отношении любого источника или источников, указанных в соответствии с пунктом 2 б), Сторона может принять решение не позднее чем через восемь лет после вступления в силу настоящего

Протокола для данной Стороны или 31 декабря 2022 года в зависимости от того, какое из этих событий наступит первым, о том, что такие источники будут закрыты. Перечень таких источников будет представлен как часть очередного доклада Стороны в соответствии с пунктом 6. Требования в отношении применения наилучших имеющихся методов или предельных значений не будут распространяться на такой источник или источники при условии, что такой источник или источники будут закрыты не позднее 31 декабря 2030 года. В отношении такого источника или источников в последующий период Сторона должна будет применять наилучшие имеющиеся методы и предельные значения, применимые к новым источникам в соответствующей категории источника.

6. Сторона, принимающая решение применять гибкие переходные положения согласно настоящей статье, представляет Исполнительному секретарю Комиссии трехгодичный доклад о ходе применения наилучших имеющихся методов и предельных значений к категориям стационарных источников, определенных в соответствии с данной статьей. Исполнительный секретарь Комиссии препровождает такие трехгодичные доклады Исполнительному органу.

d) **Статья 7**

10. В пункте 1 а):

а) точка с запятой в конце пункта ";" заменена словами ". Кроме того:"; и

б) включены следующие новые подпункты i) и ii):

i) в тех случаях, когда Сторона применяет иные стратегии сокращения выбросов в соответствии с подпунктами б), с) или d) пункта 2 статьи 3, она документирует применяемые стратегии и соблюдение ее требований этих подпунктов;

ii) в тех случаях, когда Сторона считает применение некоторых средних значений, указанных в соответствии с подпунктом d) пункта 2 статьи 3, невозможным по техническим и экономическим причинам, она сообщает об этом и обосновывает это;

11. Подпункт б) пункта 1 заменен следующим:

б) Каждая Сторона в пределах географического охвата ЕМЕП представляет ЕМЕП через Исполнительного секретаря Комиссии информацию об уровнях выбросов тяжелых металлов, перечисленных в приложении I, с использованием методологий, указанных в руководящих принципах, подготовленных Руководящим органом ЕМЕП и принятых Сторонами на сессии Исполнительного органа. Стороны, находящиеся за пределами географического охвата ЕМЕП, представляют имеющуюся информацию об уровнях выбросов тяжелых металлов, перечисленных в приложении I. Каждая Сторона также представляет информацию об уровнях выбросов веществ, перечисленных в приложении I, за базисный год, указанный в этом приложении;

12. После подпункта b) пункта 1 добавлены следующие новые пункты:

с) каждая Сторона в пределах географического охвата ЕМЕП должна представлять имеющуюся информацию Исполнительному органу через Исполнительного секретаря Комиссии об осуществляемых в рамках Конвенции программах по воздействию загрязнения воздуха на здоровье человека и окружающую среду и программах атмосферного мониторинга и моделирования, используя руководящие принципы, принятые Исполнительным органом;

d) Стороны, находящиеся за пределами географического охвата ЕМЕП, должны представлять имеющуюся информацию, аналогичную той, которая указана в подпункте с), по запросу Исполнительного органа.

13. В пункте 3:

a) слова "заблаговременно до начала каждой ежегодной сессии" заменены словами "по запросу и в соответствии с графиками, определенными";

b) после слова "ЕМЕП" включены слова "и других вспомогательных органов";

c) после слова "представляет" включено слово "соответствующую".

e) Статья 8

14. Слова "ЕМЕП, используя надлежащие модели и результаты измерений и своевременно до начала каждой ежегодной сессии Исполнительного органа" заменены словами "по запросу и в соответствии с графиками, определенными Исполнительным органом, ЕМЕП и его техническими органами и центрами, используя надлежащие модели и результаты измерений".

f) Статья 10

15. В пункте 4:

a) после слова "Стороны" включены слова "изучают возможность";

b) слово "составляют" заменено словом "разработки";

c) исключены слова "по дальнейшим мерам сокращения выбросов в атмосферу тяжелых металлов, перечисленных в приложении I".

g) Статья 13

16. В пункте 3:

a) слова "и в приложениях I, II, IV, V и VI" заменены словами "за исключением приложений III и VII";

b) слова "двумя третями Сторон" заменены словами "двумя третями Сторон, являвшихся Сторонами на момент их принятия".

17. В пункте 4 слово "девяноста" заменено на цифру "180".

18. В пункте 5 слово "девяноста" заменено на цифру "180".
19. После пункта 5 включены следующие новые пункты 5-бис и 5-тер:
- 5-бис. Для тех Сторон, которые приняли ее, процедура, установленная в пункте 5-тер ниже, заменяет процедуру, установленную в пункте 3 в отношении поправок к приложениям II, IV, V и VI;
- 5-тер. Поправки к приложениям II, IV, V и VI принимаются на основе консенсуса Сторонами, присутствующими на сессии Исполнительного органа. По истечении одного года с даты препровождения поправки Исполнительным секретарем Комиссии всем Сторонам поправка к любому такому приложению становится действительной для тех Сторон, которые не представили Депозитарию уведомление в соответствии с положениями подпункта а):
- а) любая Сторона, которая не может одобрить поправку к приложениям II, IV, V и VI, уведомляет об этом Депозитария в письменном виде в течение одного года после даты сообщения о ее принятии. Депозитарий незамедлительно уведомляет все Стороны о получении любого такого уведомления. Сторона может в любое время заменить свое предыдущее уведомление согласием принять поправку, и с момента сдачи Депозитарию документа о ее принятии поправка к такому приложению становится действительной для этой Стороны;
- б) любая поправка к приложениям II, IV, V и IV не вступает в силу, если в общей сложности 16 или более Сторон:
- i) представили уведомление в соответствии с положениями подпункта а); или
- ii) не приняли процедуру, установленную в настоящем пункте, и еще не сдали на хранение документ о ее принятии в соответствии с положениями пункта 3.

h) Статья 15

20. После пункта 2 добавлен следующий новый пункт 3:
3. Государство или региональная организация экономической интеграции заявляет в своем документе о ратификации, принятии, утверждении или присоединении о своем отказе быть связанным процедурами, установленными в пункте 5-тер статьи 13 в отношении внесения поправок в приложения II, IV, V и VI.

i) Приложение II

21. В таблице под подзаголовком II слова "свинца и цинка" в первой строке описания категории 5 заменены словами "свинца, цинка и кремниево- и ферромарганцевых сплавов".

j) Приложение IV

22. Перед первым пунктом добавлена цифра "1.".
23. В подпункте а) после слова "Протокола" включены слова "для Стороны".

24. В подпункте b):

a) в первом предложении слово "восемь лет" заменены словами "два года".

b) в конце первого предложения после слова "Протокола" включены слова "для Стороны или 31 декабря 2020 года (из указанных применяется более поздний срок)".

c) Исключено последнее предложение.

25. В конце приложения включены следующие новые пункты 2 и 3:

2. Несмотря на пункт 1, но при условии соблюдения пункта 3, Сторона Конвенции, которая становится Стороной настоящего Протокола в период с 1 января 2014 года до 31 декабря 2019 года, может заявить после ратификации, принятия, одобрения настоящего Протокола или присоединения к нему о том, что она продлит сроки для применения предельных значений, о которых говорится в пункте 2 d) статьи 3, до пятнадцати лет после вступления в силу настоящего Протокола для соответствующей Стороны.

3. Сторона, которая выбрала вариант в соответствии со статьей 3-бис настоящего Протокола в отношении конкретной категории стационарных источников, не может также сделать заявление в соответствии с пунктом 2, применимое к той же категории источников.

k) Приложение V

26. Текст приложения V заменяется следующим текстом:

Приложение V **Предельные значения для ограничения** **выбросов из крупных стационарных** **источников**

1. Для ограничения выбросов тяжелых металлов важное значение имеют две категории предельных значений:

a) значения для конкретных тяжелых металлов или групп тяжелых металлов; и

b) значения для выбросов дисперсного вещества в целом.

2. В принципе, предельные значения для дисперсного вещества не могут заменить конкретных предельных значений для кадмия, свинца и ртути, поскольку количество металлов, связанных с выбросами дисперсного вещества, различается в зависимости от конкретного процесса. Однако соблюдение этих предельных величин в значительной мере способствует сокращению выбросов тяжелых металлов в целом. Кроме того, мониторинг выбросов дисперсного вещества обычно является менее дорогостоящим, чем мониторинг выбросов отдельных металлов, а непрерывный мониторинг индивидуальных тяжелых металлов, как правило, не является практически осуществимым. Поэтому предельные значения для дисперсных частиц имеют большое практическое значение, и они также приводятся в настоящем приложении в

большинстве случаев для дополнения конкретных предельных значений для кадмия, свинца или ртути.

3. Раздел А применяется к Сторонам, за исключением Соединенных Штатов Америки. Раздел В применяется к Соединенным Штатам Америки.

А. Стороны, за исключением Соединенных Штатов

4. Только в этом разделе "пыль" означает массу частиц любой формы, структуры или плотности, диспергированных в газовой среде в условиях пункта отбора проб, которые могут собираться путем фильтрации в оговоренных условиях после репрезентативного отбора проб газа для анализа и которые остаются перед фильтром и на фильтре после высушивания в оговоренных условиях.

5. Для целей настоящего раздела "предельное значение выбросов (ПЗВ)" или "предельное значение" означает количество содержащихся в отходящих газах установки пыли и конкретных тяжелых металлов, которое не должно превышать. Если не предусмотрено иное, оно рассчитывается как масса загрязнителя на единицу объема отходящих газов (в виде мг/м³) в стандартных условиях температуры и давления сухого газа (объем при 273,15 К, 101,3 кПа). Что касается содержания кислорода в отходящем газе, то следует использовать значения, указанные для отобранной категории крупных стационарных источников. Не допускается разбавление с целью уменьшения концентрации загрязнителя в отходящих газах. Запуск, остановка и эксплуатационное обслуживание оборудования исключаются.

6. Мониторинг выбросов во всех случаях должен осуществляться на основе измерений или с помощью расчетов, позволяющих достичь как минимум одинаковой точности. Соблюдение предельных значений необходимо проверять с помощью непрерывных или дискретных измерений или любых других технически рациональных методов, включая проверенные методы расчетов. Измерения соответствующих тяжелых металлов производятся по меньшей мере раз в три года по каждому промышленному источнику. Следует учитывать руководящие документы, касающиеся методов проведения измерений, принятые Сторонами на сессии Исполнительного органа. В случае непрерывных измерений соблюдение предельного значения достигается тогда, когда подтвержденное среднемесячное значение выбросов не превышает ПЗВ. В случае дискретных измерений или других соответствующих процедур определения или расчетов соблюдение ПЗВ достигается тогда, когда среднее значение, рассчитанное на основе соответствующего числа измерений в репрезентативных условиях, не превышает значения нормы выбросов. Для целей проверки в расчет может приниматься такой фактор, как неточность методов измерения. Косвенный мониторинг вещества также возможен в виде суммарных параметров/кумулятивных параметров (например, пыль в качестве суммарного параметра тяжелых металлов). В некоторых случаях использование определенного метода для обработки выбросов может обеспечить поддержание или соблюдение значения/предельного значения.

7. Мониторинг соответствующих загрязняющих веществ и измерения параметров процесса, а также обеспечение качества автоматизированных измерительных систем и эталонные измерения для калибровки этих систем должны осуществляться в соответствии со стандартами CEN. В отсутствие CEN применяются стандарты ИСО, национальные и международные стандарты, которые обеспечат предоставление данных эквивалентного научного качества.

Установки для сжигания (котлоагрегаты и технологические нагреватели) с номинальной тепловой мощностью, превышающей 50 МВт,¹ (приложение II, категория I)

8. Предельные значения выбросов пыли в результате сжигания твердых и жидких видов топлива, за исключением биомассы и торфа²:

Таблица 1

Вид топлива	Тепловая мощность [(МВт _н)]	ПЗВ для пыли (мг/м ³) ^a
Твердое топливо	50–100	Новые установки:
		20 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)
		Существующие установки:
		30 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)
	100–300	Новые установки:
		20 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)
		Существующие установки:
		25 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)
	> 300	Новые установки:
		10 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)
		Существующие установки:
		20 (уголь, лигнит и другие виды твердого топлива)

¹ Номинальная тепловая мощность установки для сжигания рассчитывается как сумма мощностей всех установок, подведенных к общей дымовой трубе. При расчете совокупной номинальной мощности отдельные установки мощностью менее 15 МВт_н не учитываются.

² В частности, ПЗВ не применяются в отношении:

- установок, использующих биомассу и торф в качестве единственного топлива;
- установок, в которых продукты сжигания используются для непосредственного нагрева, сушки или любой другой обработки предметов или материалов;
- установок для дожигания, предназначенных для очистки отходящих газов путем сжигания, которые не функционируют в качестве самостоятельных установок для сжигания;
- оборудования для регенерации катализаторов каталитического крекинга;
- оборудования для преобразования сероводорода в серу;
- реакторов, используемых в химической промышленности;
- печей коксовых батарей;
- кауперов;
- котлов-утилизаторов в установках для производства целлюлозной массы;
- установок для сжигания отходов; и
- установок, приводимых в действие дизельными, бензиновыми или газовыми двигателями или турбинами внутреннего сгорания, независимо от вида используемого топлива.

<i>Вид топлива</i>	<i>Тепловая мощность [(МВт_т)]</i>	<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)^a</i>
Жидкое топливо	50–100	Новые установки: 20
		Существующие установки: 30 (в целом) 50 для сжигания образующихся после перегонки и конверсии остатков в процессе переработки сырой нефти для собственного потребления на установках для сжигания
	100–300	Новые установки: 20
		Существующие установки: 25 (в целом) 50 для сжигания образующихся после перегонки и конверсии остатков в процессе переработки сырой нефти для собственного потребления на установках для сжигания
	> 300	Новые установки: 10
		Существующие установки: 20 (в целом) 50 для сжигания образующихся после перегонки и конверсии остатков в процессе переработки сырой нефти для собственного потребления на установках для сжигания

^a Предельные значения приведены для содержания кислорода 6% для твердого топлива и 3% для жидкого топлива.

9. Специальные положения для установок для сжигания, указанных в пункте 8:

а) Сторона может не выполнять обязательство о соблюдении ПЗВ, указанных в пункте 8, в следующих случаях:

i) в отношении установок для сжигания, на которых обычно используется газообразное топливо, и на которых в виде исключения может применяться другое топливо ввиду внезапного прекращения поставки газа, и которые в этой связи необходимо оснастить оборудованием для очистки отработанных газов;

ii) в отношении существующих установок для сжигания, действующих не более 17 500 эксплуатационных часов в период с 1 января 2016 года до 31 декабря 2023 года;

b) в тех случаях, когда мощность установки для сжигания увеличена не менее чем на 50 МВт_т, ПЗВ, указанные в пункте 8 для новых установок, применяются в отношении нового оборудования, затрагиваемого этим изменением. ПЗВ рассчитывается как средневзвешенная фактическая тепловая мощности как для существующего, так и для нового оборудования установки;

с) Стороны обеспечивают, чтобы предусматривались процедуры, касающиеся неисправностей или поломок оборудования для борьбы с выбросами;

d) в случае установки для сжигания, на которой одновременно используется два или более видов топлива, ПЗВ определяется в качестве взвешенного среднего значения ПЗВ для каждого вида топлива на основе тепловой мощности каждого из этих видов топлива.

**Первичное и вторичное производство чугуна и стали
(приложение II, категории 2 и 3)**

10. Предельные значения выбросов пыли:

Таблица 2

<i>Вид деятельности</i>	<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)</i>
Агломерационная фабрика	50
Фабрика окатышей	20 – для дробления, измельчения и сушки 15 – для всех других этапов производства
Доменная печь: нагреватели воздуха	10
Производство и разливка стали с использованием кислорода	30
Производство и разливка стали с использованием электроэнергии	15 (существующие установки) 5 (новые установки)

**Чугунолитейное производство
(приложение II, категория 4)**

11. Предельные значения выбросов пыли для чугунолитейного производства:

Таблица 3

<i>Вид деятельности</i>	<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)</i>
Чугунолитейное производство: все печи (вагранки, индукционные, вращающиеся); все виды формовки (модель, многократная форма)	20
Горячий прокат	20 50 в тех случаях, когда применение мешочных фильтров оказывается невозможным из-за присутствия влажных дымов

Производство и обработка меди, цинка и кремниевых и ферромарганцевых сплавов, включая печи "Империзл смелтинг" (приложение II, категории 5 и 6)

12. Предельные значения выбросов пыли для производства и обработки меди, цинка и свинца, цинка и кремниевых и ферромарганцевых сплавов:

Таблица 4

<i>ПЗВ для пыли (мг/м³) (суточные)</i>	
Производство и обработка цветных металлов	20

Производство и обработка свинца (приложение II, категории 5 и 6)

13. Предельное значение выбросов пыли для производства и обработки свинца:

Таблица 5

<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)</i>	
Производство и обработка свинца	5

Производство цемента (приложение II, категория 7)

14. Предельное значение выбросов пыли для производства цемента:

Таблица 6

<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)^a</i>	
Установки для производства цемента, печи, мельницы и клинкерные холодильники	20
Установки для производства цемента, печи, мельницы и клинкерные холодильники, использующие совместное сжигание отходов	20

^a Предельные значения приведены для содержания кислорода 10%.

Производство стекла (приложение II, категория 8)

15. Предельное значение для выбросов пыли при производстве стекла:

Таблица 7

<i>ПЗВ для пыли (мг/м³)^a</i>	
Новые установки	20
Существующие установки	30

^a Предельные значения приведены для содержания кислорода 8% при непрерывном цикле плавления и 13% при периодическом цикле плавления.

16. Предельные значения выбросов свинца для производства стекла: 5 мг/м³.

**Хлорщелочное производство
(приложение II, категория 9)**

17. Существующие хлорщелочные установки, использующие процесс ртутного электролиза, переходят на использование безртутной технологии или выводятся из эксплуатации к 31 декабря 2020 года; в течение переходного периода применяется уровень выбросов в атмосферу ртути, составляющий 1 г на Мг³ мощности по производству хлора.

18. На новых хлорщелочных установках ртуть использоваться не должна.

**Сжигание отходов
(приложение II, категории 10 и 11)**

19. Предельное значение выбросов пыли для сжигания отходов:

Таблица 8

ПЗВ для пыли (мг/м ³) ^a	
Установки для сжигания городских, неопасных, опасных и медицинских отходов	10

^a Предельное значение приведено для содержания кислорода 11%.

20. Предельное значение для выбросов ртути при сжигании отходов: 0,05 мг/м³.

21. Предельное значение для выбросов ртути при совместном сжигании отходов в категориях источников 1 и 7: 0,05 мг/м³.

В. Соединенные Штаты Америки

22. Предельные значения для ограничения выбросов дисперсного вещества и/или конкретных тяжелых металлов из стационарных источников следующих категорий стационарных источников и источники, к которым они применяются, указаны в следующих документах:

а) сталелитейные заводы: электродуговые печи – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел АА и подраздел ААа;

б) малые установки для сжигания муниципальных отходов – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел АААА;

с) производство стекла – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел СС;

д) парогенерирующие блоки электростанций общего пользования – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел D и подраздел Da;

е) парогенерирующие блоки в промышленном, коммерческом и учрежденческом секторах – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Db и подраздел Dc;

ф) установки для сжигания городских отходов – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел E, подраздел Ea и подраздел Eb;

г) установки для сжигания больничных / медицинских / инфекционных отходов – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Ec;

³ 1 Мг = 1 тонна.

- h) портландцемент – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел F;
- i) предприятия по выплавке вторичного свинца – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел L;
- j) кислородно-конверторные печи – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел N;
- k) предприятия, использующие основные способы производства стали (после 20 января 1983 года) – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Na;
- l) предприятия по выплавке первичной меди – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел P;
- m) предприятия по первичной выплавке цинка – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Q;
- n) предприятия по первичной выплавке свинца – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел R;
- o) ферросплавное производство – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Z;
- p) другие установки для сжигания твердых отходов (после 9 декабря 2004 года) – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел EEEE;
- q) предприятия по выплавке вторичного свинца – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел X;
- r) установки для сжигания опасных отходов – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел EEE;
- s) производство портландцемента – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел LLL;
- t) первичная медь – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел QQQ;
- u) выплавка первичного свинца – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел TTT;
- v) чугуно- и сталелитейное производство – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел EEEEE;
- w) металлургическое производство полного цикла – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел FFFFF;
- x) металлургические предприятия с электродуговыми печами – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел YYYYY;
- y) чугуно- и сталелитейные производства – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел ZZZZ;
- z) рассредоточенные источники на предприятиях по выплавке первичной меди – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел EEEEE;
- aa) рассредоточенные источники на предприятиях по выплавке вторичной меди – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел FFFFF;
- bb) рассредоточенные источники на предприятиях по выплавке первичных цветных металлов: цинка, кадмия и бериллия – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел GGGGG;

- сс) производство стекла (рассредоточенные источники) – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел SSSSSS;
- dd) предприятие по выплавке вторичных цветных металлов (рассредоточенные источники) – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел TTTTTT;
- ee) производство ферросплавов (рассредоточенные источники) – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел YYYYYY;
- ff) заводы алюминиевого литья, медного литья и литья из цветных металлов (рассредоточенные источники) – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел ZZZZZZ;
- gg) Технические нормы для установок по подготовке и обогащению угля – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел Y;
- hh) нагреватели в промышленном, коммерческом и учрежденческом секторах и технологические нагреватели – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел DDDDD;
- ii) котлоагрегаты в промышленном, коммерческом и учрежденческом секторах (рассредоточенные источники) – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел JJJJJ;
- jj) хлорщелочные установки с ртутными элементами – С.Ф.Н. 40, раздел 63, подраздел III; и
- kk) Технические нормы для установок для сжигания твердых отходов в коммерческом и промышленном секторах, строительство которых было начато после 30 ноября 1999 года, или модификация или реконструкция которых была начата 1 июня 2001 года или в последующий период – С.Ф.Н. 40, раздел 60, подраздел CCCC;

I) Приложение VI

27. В пункте 1:

- a) Слова "Если иного не предусмотрено в настоящем приложении, то" заменены словом "Нет";
- b) Исключены слова "через шесть месяцев";
- c) После слова "Протокол" включены слова "для Стороны".

28. Пункт 3 исключен.

29. В пункте 4 слова "Для Стороны" заменены словами "Несмотря на подпункт а) пункта 1, для Стороны".

30. В пункте 5 заголовков раздела перед подпунктом а) заменяется следующим текстом:

Каждая Сторона не позднее даты вступления в силу настоящего Протокола для этой Стороны обеспечивает достижение уровней концентрации, не превышающих:

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendments to the text of and Annexes other than III and VII to the 1998 Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Heavy Metals, adopted at Geneva, on 13 December 2012.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des Amendements au texte et aux Annexes autres que III et VII au Protocole de 1998 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, adoptés à Genève le 13 décembre 2012.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
chargé du Bureau des
affaires juridiques



Miguel de Serpa Soares

United Nations
New York, 11 October 2013

Organisation des Nations Unies
New York, le 11 octobre 2013